



Partenaires sécurité défense

Revue de la coopération de sécurité et de défense



DOSSIER

LE SOUTIEN AUX OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

SUPPORT TO PEACEKEEPING OPERATIONS

Automne/Autumn 2012

270

Ministère des Affaires étrangères

Direction
de la coopération
de sécurité et de défense

37, quai d'Orsay – 75700 Paris 07 SP

Tél. : 01.43.97.94.24

E-mail : contact.dgp-dcsd@diplomatie.gouv.fr

Site internet :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense

Directeur de la publication :

Général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée

Rédacteur en chef :

Lieutenant de vaisseau Stéphanie Payraudeau

Contributeurs :

Quiterie de Vernou

Juliette Jeanneau / Julia Sada

Brèves :

Commissaire divisionnaire Pascal Augrain

Commandant Eric Abraham

Lieutenant-colonel Thomas Oliver

Dossier :

Lieutenant-colonel Michael Lakin

Charles Girard / Jens Kraus-Massé

Colonel Jacques Deman

Commissaire en chef Eric de Beaugard

Thibault Samson

DOMP : Lieutenant-colonel Richard Zobot

OIF : Niagalé Bagayoko

Colonel Luc de Revel

Lieutenant-colonel Jean-Benoît Beaudoux

Lieutenant-colonel Thierry Salinas

Lieutenant-colonel Xavier Robillard

Lieutenant-colonel Laurent Sauvée

Focus :

Lieutenant-colonel Bruno Ulliac

Conception graphique :

© Maquette DILA

Impression :

DILA

Crédits photos :

© MAE, EMSOME, UN Photo/Marie Frechon (Couv), dessins la chamelière de Bouya – Patrick Champenois (p. 4), UN Photo/Shima Roy (p. 10 et p.33), UN Photo/Albert Gonzalez Farran (p. 11 et p.17), UN Photo/Mark Garten (p. 12), MAE/Frédéric de la Mure (p. 13), UN Photo/Evan Schneider (p. 14), UN Photo/Staton Winter (p. 18), UN Photo/Olivia Grey Pritchard (p. 19 et p. 29), Pool MAE (p.23), MAE/Antoine Arraou (p. 27, photo du haut), UN Photo/Martine Perret (p. 30).

Avertissement au lecteur :

« En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur. Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre. »

© Direction de la coopération de sécurité et de défense
ISSN : 2118.0911





Ce nouveau numéro de *Partenaires sécurité défense* est centré sur les opérations de maintien de la paix. Il est en effet important de mettre en relief ces missions qui visent à aider les pays touchés par un conflit à recouvrer la paix et la stabilité.

Les opérations de maintien de la paix ne concernent pas seulement le domaine de la sécurité, elles sont avant tout multidimensionnelles : elles soutiennent les processus politiques, participent à la réconciliation des factions, aident au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion des anciens combattants, favorisent la construction de l'état de droit, soutiennent le développement des Droits de l'homme, assurent la protection des populations civiles...

La France déploie aujourd'hui 1 200 Casques bleus présents sur sept théâtres, mais, au-delà, prend part sous d'autres formes au soutien de la plupart des opérations de maintien de la paix déployées dans le monde. En effet, en participant à l'instruction individuelle et collective, à l'entraînement et à la préparation des soldats de la paix fournissant les contingents nécessaires, elle montre concrètement la priorité qu'elle accorde à la question du maintien de la paix. Dans ce cadre, la DCSD prend une large part du fardeau.

Ainsi, les actions de formation conçues, conduites et financées par la DCSD, tant dans les écoles militaires françaises qu'au sein des écoles nationales à vocation régionale, concourent toutes, de près ou de loin, au renforcement des capacités africaines dédiées au maintien de la paix. De même, au-delà de la formation spécifique assurée dans ces écoles, l'enseignement du français occupe aussi une place de plus en plus importante auprès de nos partenaires non francophones. Si l'objectif est de faciliter l'accès aux ENVR et aux écoles militaires françaises, ces formations permettent aussi aux contingents non francophones d'être déployés en zones francophones, nécessité pour pouvoir assurer les contacts avec les populations des pays en crise.

Ainsi, ce numéro de *Partenaires sécurité défense* a pour objectif de mieux appréhender la réalité du maintien de la paix et de mesurer à sa juste dimension les actions menées par la France, en soutien des Nations unies et des organisations régionales, au profit des opérations de maintien de la paix.

Bonne lecture à tous !

Le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée,
Directeur de la coopération de sécurité et de défense

This new issue focuses on peacekeeping operations. Indeed, we felt it important to highlight these missions that help countries affected by a conflict to restore peace and stability.

Peacekeeping operations don't only affect the security field, they are primarily multidimensional: they support political processes, they are involved in inter-factional reconciliation, they assist in the disarmament, demobilization and reintegration of former combatants, contribute to building the rule of law, help the development of Human Rights, ensure the protection of civilians...

Today, France deploys 1,200 blue helmets on seven theatres, but beyond, we support in other ways most peacekeeping operations deployed worldwide. Indeed, France takes part to individual and collective training and preparation of peacekeepers, and this clearly illustrates its priority on peacekeeping. In this context, DCSD is taking on a greater share of the burden.

Some training actions are designed, conducted and funded by DCSD, both in French military schools and regionally-oriented national school. They all contribute directly or indirectly to African peacekeeping capacity building. Beyond training in these schools, teaching of French as a foreign language plays a key role for our non-francophone partners. The aim is to facilitate access to ENVRs and French military schools. But these courses also help non-francophone troops to be deployed in French-speaking area in order to improve contacts with inhabitants.

Thus, this new edition aims to better understand the reality of peacekeeping and actions led by France in support of United Nations and regional organizations.

Enjoy your reading!

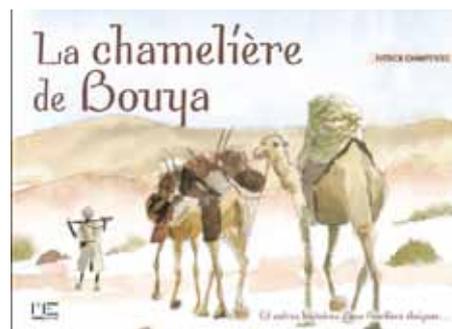
La Chamelière de Bouya

Général de brigade en deuxième section, Patrick Champenois a servi dans les troupes de marine en Europe, en Afrique, au Proche-Orient et dans l'océan Indien pendant trente-cinq ans. Ses différentes affectations l'ont imprégné d'une réalité que son goût pour le dessin, l'aquarelle et l'écriture l'aide à partager. Il publie aujourd'hui *La Chamelière de Bouya*.

Il y a du Montfreid et du Kessel dans le regard et le style de Patrick Champenois. L'auteur de *La Chamelière de Bouya* a vécu deux ans sur la frontière du dernier territoire français d'Afrique, devenu république de Djibouti. Il nous emmène, par la plume et le pinceau, sur les pistes encaissées, dans les campements des tribus, sur la rocaïlle brûlante, des bords de la mer Rouge aux postes les plus isolés...

Les histoires racontées ici sont vécues et véridiques. Ce sont celles de la vie quotidienne, partagée entre aventure et routine, du Groupement nomade autonome. Un bel hommage à la vie dans le désert « qui ne s'oublie jamais » !

La Chamelière de Bouya et autres histoires d'une frontière éloignée, par Patrick Champenois, Marines Éditions.



BOUYA CAMEL DRIVER

Brigadier-General Patrick Champenois served in the French Marine Corps in Europe, Africa, Middle-East and in the Indian Ocean during thirty-five years. Through his various postings, he developed his taste for drawing, watercolours and writing. Today, he publishes "La Chamelière de Bouya".

We find something from Montfreid or Kessel in Patrick Champenois' style. The author of 'La Chamelière de Bouya' spent two years on the last French territory's border in Africa, today Republic of Djibouti. Through his piece of writing and painting, we discover tracks, tribal camps, burning rocks from the seashores of Red Sea to the most isolated encampment...

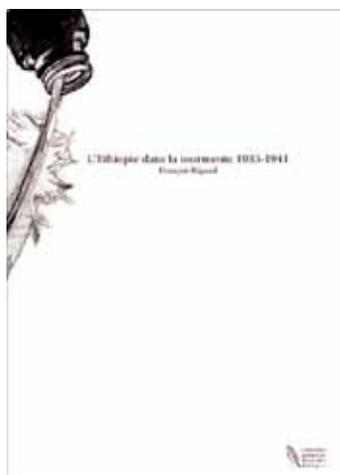
All these stories are experienced and truthful. They are those of everyday life, shared between adventures and routine, of the autonomous nomad Group. It is a tribute to life in desert "that you will never forget".

L'Éthiopie dans la tourmente

Officier des troupes de marine, le général François Bigand a servi dans plusieurs États africains et vit dorénavant la majeure partie de son temps en Éthiopie. Il publie aujourd'hui un roman qui couvre la période de l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie fasciste, puis de la Résistance et de la Libération avec l'aide des Alliés. Bâti sur une solide trame historique, il met en scène de nombreux acteurs ayant réellement vécu ces événements, ainsi que quelques personnages imaginaires.

Parmi ces derniers se détache Jean Ritter, lieutenant français, qui est de tous les grands rendez-vous de cette épopée dans la Corne de l'Afrique. Il assure la sécurité du chemin de fer franco-éthiopien pendant la campagne italienne, défend la légation de France à Addis-Abeba, travaille dans les services de renseignement à Paris et à Djibouti, où il nomadise dans des confins convoités par les Italiens, mène une mission secrète au profit des résistants éthiopiens, participe aux combats d'Érythrée avec les Français libres de la Brigade d'Orient et contribue aux tentatives de ralliement de la côte française des Somalis à de Gaulle.

L'Éthiopie dans la tourmente (1935-1941), par François Bigand, vendu exclusivement sur internet par « TheBookEdition ».



ETHIOPIA IN TURMOIL

Officer in the French Marine Corps, General François Bigand served in several African countries and now spends most of his time in Ethiopia. He publishes a novel covering the period from the invasion of Ethiopia by Fascist Italy to resistance and liberation with the Allies help. Built on a solid storyline, he stages many actors who actually lived through these events, as well as some imaginary characters.

Among these, John Ritter, French lieutenant, stands out as a major actor in all the main events of this saga in the Horn of Africa. He ensures the security of the Franco-Ethiopian railway during the Italian campaign, defends the legation of France in Addis Ababa, works in intelligence services in Paris and Djibouti, where he nomadises in the borders coveted by Italians. He leads a secret mission for Ethiopian resistance, participates in Eritrea fighting with the Free French of the oriental brigade and contributes to the rallying attempts of the French Somaliland to de Gaulle.

SOMMAIRE

03 ÉDITO

05 BRÈVES

06 Séminaire ASACA sur la menace terroriste

ASACA seminar on terrorist threat

07 Deux nouveaux pilotes d'hélicoptère au Gabon

Two news helicopter pilots in Gabon

08 Visite au Liban

Visit to Lebanon

09 13^e Forum de l'IHEDN sur le continent africain

13th IHEDN Forum on African Continent

10 DOSSIER

LE SOUTIEN AUX OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

Support to peacekeeping operations

11 OMP : vers une intégration croissante des forces africaines

PKO: toward an increasing integration of African forces

16 Rencontre des experts du G8 sur le maintien et la consolidation de la paix

Meeting of G8 experts on Peacekeeping and Peacebuilding

20 Contribution de l'OIF au renforcement des capacités francophones de maintien de la paix

The OIF contribution to francophone peacekeeping capacity building

24 Soutien de la DCSD aux opérations de maintien de la paix

DCSD Support to Peacekeeping operations

26 DCSD et maintien de la paix en Afrique

DCSD and Peacekeeping in Africa

34 Soutien français à la formation aux OMP à Oudong

French support for PKO training in Oudong

36 Les OMP en Amérique latine : l'apport français

PKO in Latina America: French contribution

37 Un enseignement du français lié aux OMP

French teaching linked to PKO

40 FOCUS

40 Un projet dédié à la protection civile en Afrique

A project for civil protection in Africa

42 LA DSCD ET VOUS



SÉMINAIRE ASACA SUR LA MENACE TERRORISTE

Les 6 et 7 juillet 2012, le Sénégal et la France ont organisé à Dakar un séminaire régional consacré à l'évolution de la menace terroriste contre l'aviation civile et aux dispositifs de riposte. Issu d'un partenariat entre le ministère des Affaires étrangères (DCSD), la cellule régionale d'assistance à la sûreté de l'aviation civile (CRASAC) et l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASCENA), ce séminaire s'inscrivait dans le programme d'actions mises en œuvre dans le cadre du projet mobilisateur du Fonds de solidarité prioritaire « ASACA » (Appui à la sûreté de l'aviation civile en Afrique), lancé début 2011.

ASACA SEMINAR ON TERRORIST THREAT

On 6th and 7th of July 2012, Senegal and France organized a regional seminar in Dakar focused on the evolution of terrorist threat against civil aviation and riposte devices. Stemming from a partnership between the Ministry of Foreign Affairs (DCSD), the regional assistance unit to the civil aviation security (CRASAC) and the Agency for the security of Aviation in Africa and Madagascar (ASCENA), this seminar was part of the FSP project "ASACA" (Support to civil aviation security in Africa) launched in early 2011.

With duration of 3 years and a total budget of € 3.35 million, including € 1 million from the French government, this program is supported by 20 countries from Central, Eastern and Western Africa. It aims to strengthen the capacity of African countries in terms of civil aviation security and of preventing terrorist acts against air transport. This project is conducted and coordinated by DCSD.

Chaired by the Senegalese Minister of Transport and opened by Lieutenant-General Bruno Clément-Bollée, Director of the Security and Defence Cooperation (DCSD), this event brought together a hundred security senior officials, including all the directors general of civil aviation of the area. Participants tackled the reality of air transport threat, the means to fight this threat (human and technical resources) and the improvements to bring.

Since its launch one and a half year ago, the ASACA project has become the essential reference for capacity building in airport security in Africa.

D'une durée de trois ans et d'un budget global de 3,35 M€, dont 1 M€ sur financement du gouvernement français, ce programme à fort impact régional a reçu l'adhésion de 20 pays d'Afrique centrale, orientale et occidentale. Il a pour objectif de renforcer les capacités des États africains en matière de sûreté de l'aviation civile et de prévention des actes terroristes contre le transport aérien. La conduite et la coordination de ce projet sont assurées par la DCSD.

Présidée par le ministre des Transports sénégalais et ouverte par le général Bruno Clément-Bollée, directeur de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) au ministère des Affaires étrangères, cette manifestation a réuni un public d'une centaine de hauts responsables de la sûreté, dont l'ensemble des directeurs généraux de l'aviation civile de la zone. Les participants ont pu réfléchir sur la réalité de la menace pesant sur le transport aérien, sur les moyens mis en œuvre pour contrer cette menace (ressources humaines et techniques) et sur les améliorations à apporter.

Depuis son lancement, il y a un an et demi, le projet ASACA s'est imposé comme la référence incontournable en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la sûreté aéroportuaire en Afrique.



DEUX NOUVEAUX PILOTES D'HÉLICOPTÈRE

Depuis un an, l'Aviation légère des armées gabonaise (ALA) opère un virage technologique qui augure de très belles perspectives d'emploi au profit des forces armées du pays. L'acquisition d'aéronefs de nouvelle génération propulse l'ALA au premier plan des outils aéromobiles de la sous-région. Cette métamorphose implique des challenges ambitieux à relever dans les domaines de la formation, de la maintenance et de l'entraînement.

La convention de projet qui lie la France et le Gabon s'articule essentiellement autour de la formation initiale des pilotes d'hélicoptère gabonais sous licence de l'Aviation légère de l'armée de terre française (ALAT). C'est à ce titre que deux nouveaux pilotes, issus de la 4^e promotion réalisée au Gabon, ont reçu leur brevet à Libreville le 6 juillet dernier. Cette qualification est le fruit d'une coopération fructueuse réalisée entre formateurs gabonais et français sous la direction du chef de projet ALA. Les élèves ont suivi 241 heures de cours théoriques et réalisé 130 heures de vol chacun. L'acquisition des fondamentaux en vol a porté sur la maîtrise de l'aéronef autour de ses trois axes d'inertie ainsi que sur la capacité à se poser sur une aire non préparée, au vol de nuit, au vol en limite de puissance, au vol sans visibilité, à la gestion des pannes et à la navigation.

Dès la rentrée 2012 – puis à l'horizon de 2013 –, deux nouveaux stages seront conduits à Libreville au profit de deux élèves pilotes par promotion. L'ALA opère donc pas à pas un renouveau qu'il convient de souligner et de soutenir.



TWO NEW HELICOPTER PILOTS IN GABON

For a year, the Gabonese Army Light Aviation (ALA) has begun a technological shift. It improves employment prospects for country's armed forces. The acquisition of new generation aircrafts now places the ALA at forefront of sub-regional air mobile tools. This leads to ambitious challenges in both training and maintenance fields.

The agreement between France and Gabon is mainly based on the initial training of Gabonese helicopter pilots under French Army Light Aviation licence (ALAT). Thus, two new pilots coming from the fourth class realised in Gabon have received their certificate in Libreville on the 6th of July. This qualification is the result of a fruitful cooperation between Gabonese and French instructors under the direction of ALA's project chief. Students attended 241 hours of theoretical class and achieved 130 flying hours each. They acquired basic skills on aircraft control around the three axes of inertia, on the ability to land on an unprepared area, to fly at night, in power limit or blind and on the handling of engine failure.

From new term 2012 – and then by 2013 – two new courses will be organised in Libreville for two student pilots per class. We should support this step-by-step changing of the Gabonese ALA.

GABON



LIBAN VISITE AU LIBAN

Le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée, directeur de la coopération de sécurité et de défense, s'est rendu au Liban en mars dernier pour évaluer la coopération structurelle en matière de sécurité et de défense entre la France et le Liban. À cette occasion, les projets de coopération de sécurité et de défense en cours ont été passés en revue.

Cette visite a notamment été l'occasion de présenter le futur site du centre de formation au déminage humanitaire situé à Hammana, ainsi que le centre d'entraînement et de renforcement en sûreté aéroportuaire (CERSA) de Beyrouth. Composant principal d'un projet FSP, ce centre a formé près de 3 000 personnes depuis sa création en 2009.

Le 30 mars 2012, le GCA Clément-Bollée, M. Denis Pietton, ambassadeur de France au Liban, et le général Nicolas Mezher, représentant du commandant en chef de l'armée libanaise, ont remis les prix du 3^e jeu de la langue et de la culture française de l'armée libanaise. Près de 15 000 militaires de tous grades et 58 unités des forces armées libanaises ont participé aux épreuves qui se sont déroulées début février 2012. Ce concours repose sur un partenariat public-privé original, avec la participation de 46 entreprises françaises et libanaises partenaires.

Cette visite a montré la solidité du partenariat franco-libanais et la qualité de la coopération assidue entre les deux pays dans les domaines institutionnel, linguistique et culturels.



3ème jeu de la langue et de la culture françaises dans l'armée libanaise

اللعبة الثالثة للغة والثقافة الفرنسية في الجيش اللبناني



Dates des épreuves :
6-8-10 février 2012



Remise des prix le 30 mars 2012 à 18h à l'ESA

à gagner :

Voyages en France, assurances voiture, ordinateurs, téléphones portables



VISIT TO LEBANON

In March 2012, Lieutenant-General Bruno Clément-Bollée, director of security and defence cooperation, went to Lebanon to assess structural security and defence cooperation between France and Lebanon. On this occasion, the ongoing security and defence cooperation projects were reviewed.

This visit was an opportunity to discover the site of the future humanitarian mine clearance training centre in Hammana and the training and strengthening centre in airport security (CERSA) in Beyrouth. As a main part of FSP project, this centre has trained about 3,000 persons since its creation in 2009.

On March 30th 2012, GCA Clément-Bollée, Mr. Denis Pietton, French Ambassador to Lebanon, and General Nicolas Mezher, as a representative of the Commandant in Chief of the Lebanese Army, have presented awards to the third game of French language and culture of the Lebanese Army. About 15,000 soldiers and 58 units of Lebanese armed forces compete in early February 2012. This contest is based on a unique public-private partnership with 46 French and Lebanese partner companies.

This visit highlights the strength of Franco-Lebanese ties and the quality of an assiduous cooperation between both countries in institutional, linguistic and cultural fields.

13^E FORUM DE L'IHEDN SUR LE CONTINENT AFRICAIN

Le 13^e Forum de l'IHEDN sur le continent africain (FICA) de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) s'est déroulé à Paris du 31 mai au 7 juin 2012.

Conçu, financé et conduit par la DCSD en liaison avec l'IHEDN, il a regroupé des auditeurs venant de 47 pays africains et de 7 organisations régionales et sous-régionales africaines, et, pour la première fois, le Service européen d'action extérieure (SEAE). Les auditeurs du forum sont issus des ministères de la Défense et de l'Intérieur, des gouvernements, de la haute fonction publique ou encore de la société civile des pays invités.

Cette nouvelle édition du FICA a porté sur « la réforme du secteur de la sécurité face aux enjeux de gouvernance en Afrique ». Elle a permis de présenter les principaux aspects de la coopération menée par la France et par l'Europe en partenariat avec l'Afrique dans les domaines se rapportant à la sécurité et à la défense. Les nombreux échanges ont porté sur le périmètre et les acteurs de la RSS, sur le rôle des organisations internationales, ou encore sur la compatibilité de la RSS avec les objectifs de démobilisation, réconciliation et reconstruction.

Une fois de plus, le bilan tiré de cette édition se révèle très positif. Les débats constructifs et fructueux confirment la solidité du partenariat et l'existence d'une réelle coopération entre la France et l'Afrique dans ce type d'échange.



13TH IHEDN FORUM ON AFRICAN CONTINENT

The thirteenth IHEDN Forum on African Continent (FICA) took place in Paris from May 31st to June 7th, 2012.

Developed, funded and led by DCSD in association with the IHEDN, this event brought together auditors from 52 African countries and seven African regional and sub-regional organizations and, for the first time, from the European External Action Service (EEAS). Participants come from Defence and Interior Ministries, Governments, senior public service or civil society of invited countries.

This new edition of FICA addressed "the security sector reform (SSR) in terms of governance issues in Africa". It sets out the main aspects of cooperation conducted by France and Europe in partnership with Africa in security and defence fields. The many discussions focused on the SSR scope and actors, on the role of international organization or on the SSR compatibility with demobilization, reconciliation and reconstruction objectives.

Once more, the results of this event are very positive. The constructive and fruitful discussions confirm the solidity of this partnership and the existence of real cooperation between France and Africa.



LE SOUTIEN AUX OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX



SUPPORT TO PEACEKEEPING
OPERATIONS

OMP : VERS UNE INTÉGRATION CROISSANTE DES FORCES AFRICAINES

Les opérations de maintien de la paix (OMP) sont aujourd'hui l'un des principaux instruments utilisés par l'Organisation des Nations unies (ONU) pour intervenir dans les pays en crise ou en sortie de crise afin de faciliter la transition vers une situation de paix. En 2012, l'ONU a déployé seize OMP, dont sept en Afrique, auxquelles participe la France. Face à l'accroissement des OMP sur le continent africain, les Nations unies, en coopération avec les organisations régionales africaines, souhaitent que les Africains deviennent les acteurs majeurs des OMP en Afrique.

OMP : aide à une paix durable

Les opérations de maintien de la paix constituent une aide aux pays touchés par un conflit pour créer les conditions d'un retour à une paix durable. Dans ce cadre, les Casques bleus, représentant l'ensemble de la communauté internationale, ont pour mission d'assurer la sécurité des populations et un soutien politique à la consolidation de la paix.

Les OMP se fondent sur trois principes fondamentaux : consentement des parties, impartialité et non-utilisation de la force, sauf en cas de légitime défense ou défense du mandat décidé par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Les missions des OMP ne concernent pas seulement le domaine de la sécurité, elles sont multidimensionnelles : soutien au processus politique, aide au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion des anciens combattants, construction d'un état de droit, soutien à des élections libres et transparentes, Droits de l'homme et protection des civils.



PKO: TOWARD AN INCREASING INTEGRATION OF AFRICAN FORCES

Peacekeeping operations are now one of the United Nations' main instruments to intervene in crisis or post-crisis countries and to help the transition to a peace situation. In 2012, the UN deploys sixteen PKO, including seven in Africa with the participation of France. In view of PKO predominance in Africa, the United Nations in cooperation with African regional organizations helps Africans to become major actors within PKO.

PKO: support to a long-term peace

PKO works to create the conditions for lasting peace in a country torn by conflict. In this context, blue helmets as representatives of the international community, provide population security and political support to peace building.

PKO relies on three basic principles: consent of the parties, impartiality and non-use of force except in self-defence and defence of the UN mandate.

Missions of PKO do not only concern security field, they are multidimensional: support to the political process, to disarmament, demobilisation and reinsertion of former combatants, assist in building the rule of law and holding free and transparent elections, promote Human rights and protection of civilians.



Des opérations plus nombreuses et plus complexes : un défi croissant

Les opérations de maintien de la paix des Nations unies ont acquis une importance croissante. En effet, au 30 juin 2012, 97 500 personnels en uniforme (81 070 soldats, 14 100 policiers et 2 290 observateurs) et 18 200 civils (5 600 internationaux et 12 600 locaux) étaient déployés dans le cadre des seize opérations de maintien de la paix en cours dans le monde, alors qu'en 2004, ils n'étaient que 48 500 pour 13 OMP. 119 États contribuent actuellement à la mise à disposition de troupes. Quinze d'entre eux fournissent plus de 2 000 hommes chacun. À titre d'exemple, 34 000 des Casques bleus déployés aujourd'hui sont issus du sous-continent indien (Bangladesh, Inde, Pakistan).

Malgré cette augmentation importante des effectifs, les difficultés à remplir les missions confiées restent aujourd'hui nombreuses : problèmes de formation, de spécialisation et de moyens, difficultés de terrain parfois, face à la complexité de la situation locale. Face à la multiplication des tâches de consolidation de la paix, il est également nécessaire de faire appel à des spécialistes civils qualifiés. À cela s'ajoute le déficit de contingents maîtrisant le français. Or, plus de 60 % des Casques bleus sont envoyés dans des pays francophones.

La position de la France : consolider sa place et améliorer la gouvernance des OMP

La France déploie aujourd'hui 1 200 Casques bleus sur sept théâtres. Elle est le deuxième contributeur européen. Les forces françaises sont engagées au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL – 1 100 Casques bleus), de la Mission de stabilisation des Nations unies à Haïti (MINUSTAH), de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO)... La France déploie aussi des forces nationales en appui aux forces de l'ONU (la Force Licorne en Côte d'Ivoire), ou participe à des opérations sous couvert de l'OTAN (Afghanistan).

Si la France n'est que le vingt et unième contributeur en termes d'effectifs pour les OMP de l'ONU, elle est le cinquième contributeur mondial au niveau budgétaire. Au-delà de sa contribution aux opérations, la France milite pour des OMP plus efficaces et mieux calibrées. Elle favorise entre autres une coopération renforcée entre les missions, notamment sur le plan matériel (prêt d'hélicoptères, etc.) et soutient la participation des États africains dans les OMP à travers des programmes de formation.

Dès 1997, sous l'égide de l'ONU, la France et 49 États africains, ont formalisé le programme RECAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) pour faciliter l'intégration des soldats africains dans les OMP. Ce programme a pour finalité le soutien à l'architecture africaine de paix et sécurité (AAPS), l'appui aux contributeurs africains à s'engager dans les OMP et le renforcement des capacités des États. Pour cela, la « boîte à outils RECAMP » s'appuie sur trois piliers : formation, entraînement et soutien opérationnel.

Afrique, paix et sécurité

Depuis la création de l'Union africaine (UA) en 2002, l'ONU favorise l'intégration des Africains dans la gestion des crises qui affectent le continent. Ainsi, les États africains déploient aujourd'hui environ un tiers des Casques bleus et participent à douze des seize missions en cours. Les principaux contributeurs africains sont l'Éthiopie, le Nigéria, l'Égypte, le Rwanda et le Ghana.

PKO surge in volume and complexity: an increasing challenge

The number of troops involved has grown rapidly. Indeed, at June 30th 2012, 97,500 uniformed personnel (81,070 soldiers, 14,100 policemen and 2,290 observers) and 18,200 civilians (5,600 international and 12,600 local staff) were deployed in the sixteen ongoing PKO. In 2004, they were only 48,500 in thirteen PKO. Currently, 119 States are troop-contributor. Fifteen of them provide more than 2,000 soldiers. For example, 34,000 blue helmets come from Indian sub-continent (Bangladesh, India and Pakistan).

Despite this increasing number of troops, many difficulties remain today to fulfil the tasks: problems of training, specialization and resources, some difficulties on the ground given the complexity of the local situation. Given the increasing demand for peace building, it is also necessary to use civilian experts. Moreover, PKO lack personnel who speak French while more than 60 % of peacekeeper are sent in French-speaking countries.

France's position: a strengthened role and an improved governance for PKO

Today, France deploys 1,200 blue helmets in seven theatres. It is the second European contributor. The French forces are present in Interim forces of the United Nations to Lebanon (FINUL – 1,000 peacekeepers), in United Nations Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH), in United Nations Operation in Ivory Coast (UNOCI), in United Nations Organization Stabilization Mission in the

Democratic Republic of the Congo (MONUSCO). France also deploys national forces in support to the UN forces (Licorne's Force in Côte d'Ivoire) and takes part to OTAN operations (Afghanistan).

If France ranks twenty-first as troop-contributor for UN peacekeeping operations, it is the fifth world contributor to the PKO budget. Beyond this contribution, France campaigns for more effective and better organised PKO. It promotes a strengthened cooperation between missions concerning equipment for example (helicopters loans, etc.) and supports the participation of African States into PKO through training programs.

From 1997, under the aegis of the UN, France and 49 African states have launched the Reinforcement of African Peacekeeping Capabilities program (RECAMP) in order to facilitate the integration of African soldiers in PKO. The purpose of this program is to support the African peace and security architecture (APSA), to help African contributors to take part to PKO and to assist States capacity building. The "Recamp's tools box" is built around three axes: training, practice and operational support.

Africa, peace and security

Since the creation of the African Union (AU) in 2002, the UN promotes African capacity building in crisis management. African States deploy about a third of the total number of peacekeeper and participate to twelve of sixteen PKO. The greatest African contributors are Ethiopia, Nigeria, Egypt, Rwanda and Ghana.



Dans cette logique, l'Union africaine (UA) a élaboré une architecture continentale de paix et de sécurité. Elle apporte aux Nations unies la proximité avec le terrain, la connaissance de l'environnement régional et la conviction que le continent prend en charge sa propre sécurité, dans le respect de la Charte des Nations unies. En effet, depuis 1989, l'OUA puis l'UA et les organisations sous-régionales africaines ont déployé huit opérations de maintien de la paix dont quatre ont débouché sur des missions onusiennes et une, toujours en cours, est devenue une opération hybride ONU-UA : la Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD), composée exclusivement d'éléments africains. Elle est autorisée par la résolution 1769 (2007) du Conseil de sécurité à prendre toutes les mesures requises pour faciliter la mise en œuvre de l'accord de paix pour le Darfour, ainsi que pour protéger son personnel et les civils, sans préjudice de la responsabilité du gouvernement soudanais.

Vers une appropriation africaine des processus

L'UA et les organisations sous-régionales (OSR), s'engagent de plus en plus dans les opérations de maintien de la paix dans une logique d'appropriation des processus, démarche soutenue par les Nations unies. Ainsi, la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), lancée en 2007, n'est pas une OMP des Nations unies mais une mission de l'UA à soutien international. Elle combine la contribution en troupes par des pays africains (Ouganda, Burundi, Djibouti, Kenya) avec le financement de la communauté internationale (Nations unies, Union européenne et un fonds fiduciaire alimenté par d'autres pays).

Dans le même esprit, la CEDEAO est l'une des OSR les plus actives. Dès 1990, elle met en place l'ECOMOG (ECOWAS Monitoring Group) pour mettre fin à la guerre civile au Libéria. Depuis lors, la CEDEAO est intervenue sous différentes appellations au Libéria, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et tout récemment en Guinée-Bissau. Elle étudie actuellement les modalités de l'envoi de la force ouest-africaine en attente pour accompagner le processus politique au Mali, contribuer à sauvegarder l'intégrité territoriale du pays et à lutter contre le terrorisme, au cas où la mise en place d'une telle force serait décidée politiquement.



In this context, the AU has developed a continental architecture for peace and security. It contributes proximity to the situation on the ground, better knowledge of the regional environment, and the conviction that the continent is taking responsibility for its own security, pursuant to the United Nations Charter. Indeed, since 1989, the AU and the African Sub-Regional Organizations (SRO) have deployed eight PKO. Four of them are UN missions and one is an ongoing hybrid mission UN-AU: the United Nations and African Union Hybrid Mission in Darfur (UNAMID), only composed of African troops. It is established with the Security Council resolution 1769 (2007). Its core mandate is to support the implementation of the Peace Agreement for Darfur and to protect staff and civilian without prejudice of the Sudanese Government responsibility.

Toward an African ownership of processes

The AU and the SRO are increasingly involved in PKO in an idea of peace process ownership sustained by the United Nations. Thus, the African Union mission in Somalia (AMISOM), launched in 2007, is not a UN PKO but an AU mission with international support. It joins troops contributed by African countries (Uganda, Burundi, Djibouti and Kenya) with funding from the International Community (UN, European Union and a "trust fund" supported by other countries).

The ECOWAS is one of the most active SRO. In 1990, it implemented the ECOMOG (ECOWAS Monitoring Group) to end the civil war in Liberia. Since then, the ECOWAS has intervened under various designations in Liberia, in Sierra Leone, in Côte d'Ivoire and recently in Guinea-Bissau. Currently, it studies how to send the West-African standby force in Mali to support the political process, to protect territorial integrity and to help fight terrorism, if deploying such a force was politically decided.

LES OSR ET LES OMP : L'EXEMPLE DE MICOPAX 1, UNE EXPÉRIENCE ORIGINALE DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)

Depuis juillet 2008, la CEEAC conduit une mission de consolidation de la paix en République Centrafricaine (MICOPAX 1). S'appuyant sur un mandat du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale, la CEEAC a déployé un contingent multidimensionnel en RCA afin d'y favoriser un retour à la paix. La CEEAC est la seule communauté économique régionale africaine à mener ce type d'opération aujourd'hui.

La Direction de la coopération de sécurité et de défense contribue, en amont, au soutien de cette opération en détachant un conseiller militaire auprès du secrétaire général de la CEEAC, mais aussi en favorisant le développement du réseau des écoles nationales à vocation régionale (ENVR). Ces centres de formation contribuent à la montée en puissance des forces de sécurité et de défense centrafricaines en proposant des stages dont le contenu répond aux sollicitations des autorités du pays. Ainsi, cinquante militaires centrafricains ont été formés aux techniques de l'infrastructure et des travaux publics à Brazzaville au sein de l'école Génie Travaux. De même, l'École internationale des forces de sécurité (EIFORCES), au sein du Centre de perfectionnement aux techniques de maintien de l'ordre (CPTMO) au Cameroun, se prépare à accueillir une unité de police-gendarmerie centrafricaine afin de la former selon des normes reconnues. Au-delà de cette mission particulière et très concrète, c'est toute la force multinationale de l'Afrique centrale (FOMAC), force africaine en attente pour la sous-région, qui bénéficie de l'appui mis en place par la DCSD : conseil et échanges, définition ou mise en place d'équipements au juste niveau de technologie requis, sans oublier le volet coordination avec la coopération opérationnelle menée par la Défense en sous-région.



SRO AND OMP : EXAMPLE OF MICOPAX 1, AN ORIGINAL EXPERIENCE OF THE ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES (ECCAS)

Since July 2008, the ECCAS leads a peace building mission in Central African Republic (MICOPAX I) and deploys a multidimensional contingent under the Peace and Security Council in Central Africa mandate in order to help restore peace. The ECCAS is today the only African regional economic community conducting this kind of operation.

The DCSD indirectly contributes to support this operation through a military adviser seconded to work with the General Secretary of the ECCAS and also through the development of regionally-oriented national schools (ENVR) network. These training centres help the increase of Central African security and defence forces through courses adapted to Central African authority's requests. Fifty Central African soldiers were trained to technical infrastructures and public works in Brazzaville Construction Engineer School. Likewise the International School of Security Forces (EIFORCES) in Cameroun will soon train a Central African Police-Gendarmerie unit to recognized standards.

Beyond this particular and concrete mission, it is the whole Central Africa multinational force (FOMAC), sub-regional African stand-by force which is supported by DCSD: advice and exchanges, definition or implementation of equipment, coordination with Defence operational cooperation in the sub-region.

RENCONTRE DES EXPERTS DU G8 SUR LE MAINTIEN ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Le groupe des experts du G8 sur le maintien et la consolidation de la paix (Peacekeeping-Peacebuilding/PK-PB) s'est réuni à Washington sous présidence américaine les 18 et 19 avril 2012. La délégation française était conduite par le directeur adjoint de la coopération de sécurité et de défense, M. Thierry Vankerk-Hoven. Toutes les délégations comprenaient au moins un représentant de leur capitale. Les Nations unies (Département des opérations de maintien de la paix, DOMP) comme l'UE (CMPD) avaient également envoyé une délégation.

Si le sujet de la « sécurité maritime dans le golfe de Guinée », initié dans ce forum par la DCSD, a largement été évoqué par la délégation française en raison de sa forte actualité, les thématiques « Formation aux opérations de maintien de la paix » et « Protection des civils » ont également donné lieu à des échanges très fournis.

Formation aux OMP

Le thème de la formation aux opérations de maintien de la paix, et plus particulièrement celui de l'adéquation entre l'offre et la demande et la possible constitution d'une base de données en ligne qui lui est associée, avait été abordé à Ottawa en 2010, puis à Paris sous présidence française. Les Nations unies avaient alors proposé d'étudier la possibilité de concilier l'objectif d'une adéquation entre offres et besoins de formations exprimés par l'Union africaine et les préoccupations des Nations unies qui souhaitent disposer d'une vision des besoins capacitaires de chacune des OMP en cours.

Son importance a été réaffirmée ainsi que la nécessité d'un dialogue renforcé sur ce dossier entre l'Union africaine et le bureau de représentation des Nations unies à Addis-Abeba.

Protection des civils

L'inscription à l'ordre du jour par la présidence américaine du thème de la protection des civils dans les OMP a conforté les initiatives françaises en la matière (renforcer la visibilité des actions de protection des civils dans les conflits armés et inciter les États à s'engager sur ces enjeux). Les échanges de vues avec le DOMP ont permis d'améliorer le projet de plan d'action du G8 sur ce thème présenté par la présidence américaine. Un consensus parmi les partenaires du G8 a été constaté sur la structure du plan d'action qui comportera, d'une part, des actions de doctrine et de formation et, d'autre part, des actions de coordination, de planification et de conduite de missions relatives à la protection des civils.

La prochaine réunion du groupe d'experts PK-PB du G8 se réunira à Washington le 15 novembre 2012. Elle sera précédée les 13 et 14 novembre par une réunion de l'African Clearinghouse (ACH), qui associe, aux membres du G8 des représentants de l'Union africaine, des organisations sous-régionales africaines, des grands émergents, ainsi que des bailleurs non membres du G8. L'ACH devrait aborder les thématiques de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, le soutien à l'architecture africaine de paix et de sécurité et l'amélioration des capacités de formation au maintien de la paix.



MEETING OF G8 EXPERTS ON PEACEKEEPING AND PEACEBUILDING (PK-PB)

The G8 expert group on peacekeeping and peacebuilding (PK-PB) met in Washington under the American chairmanship on April 18th and 19th, 2012. The French delegation was led by deputy director of security and defence cooperation, Mr Thierry Vankerk-Hoven. All the delegations included at least a representative of their capital; the United Nations (Department of Peacekeeping Operation, DPKO) as the European Union (CMPD) also sent a delegation.

If "maritime security in the Gulf of Guinea" as a hot topic has been widely mentioned by the French delegation, "peacekeeping operation training" and "civilian protection" issues gave rise to very rich exchanges.

Training to PKO

The training issue to peacekeeping operations – especially matching of supply and demand and the possible set-up of an online database - had already been addressed in 2010 in Ottawa and then in Paris under the French chairmanship. The United Nations had then proposed to consider the opportunity to combine the African Union needs to match offers and demands for training with the UN concerns about having a clear vision of ongoing PKO capability requirements.

The importance of this topic was reaffirmed and the experts continue to place considerable emphasis in necessity for an enhanced dialogue on this issue between African Union and the United Nations office in Addis-Abeba

Protection of civilians

The American chairmanship put on the agenda the issue of civilian protection in the PKO. It reinforced French initiatives in this field (enhancing the visibility of actions for protection of civilians in armed conflicts and encouraging States to commit to these issues). Discussions with the DPKO improved the G8 draft action plan on this topic presented by American. The G8 partners agreed on the action plan structure. It will include on the one hand doctrine and training actions, and on the other hand, actions of coordination, planning and management of missions related to protection of civilians.

The next meeting of PK-PB expert group of G8 should be held in Washington on November 15th, 2012. It will be preceded on November 13th and 14th by a meeting of the African Clearinghouse (ACH) that bring together G8 members, representatives of the African Union, African sub-regional organizations, emerging countries and also non-G8 donors. The ACH should tackle maritime security in the Gulf of Guinea, support to African peace and security architecture and peacekeeping training capacity building.



ONU ET FORMATION AU MAINTIEN DE LA PAIX

Le Service intégré de formation (SIF) est une unité relevant de la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), placé lui-même sous l'égide du Secrétariat des Nations unies. Composé d'une trentaine de militaires détachés, de policiers et de civils, il est responsable de l'élaboration des directives et de la coordination des formations ayant trait au maintien de la paix.



Le SIF soutient les États membres dans la

mise en œuvre de la formation, qui est une prérogative nationale, principalement sous trois formes :

- les « formations de formateurs », formations à la fois généralistes et spécialisées dispensées aux formateurs des pays d'une région donnée ;
- les « équipes mobiles de formation », qui interviennent en soutien à un pays particulier qui en ferait la demande avant un déploiement sur le théâtre ;
- la procédure de « reconnaissance d'une formation » qui facilite la diffusion des procédures ONU. Ce n'est pas le centre en tant que tel qui est accrédité, mais le cours qu'il dispense.

Dans le domaine militaire, les actions du SIF se composent de la formation généraliste au pré-déploiement et de formations « transverses » dédiées à une meilleure mise en œuvre du mandat (par exemple les procédures d'état-major, la protection des civils, le commandement d'un bataillon d'infanterie, la mission d'observation...).

La promotion et la reconnaissance des centres de formation francophone sont ainsi une des préoccupations communes du SIF et de la DCSD. Il s'agit, d'une façon pragmatique, d'assurer une meilleure diffusion des procédures de l'ONU parmi les militaires parlant français. Le SIF travaille ainsi sur le soutien à apporter à la reconnaissance de certaines formations dispensées au sein des écoles nationales à vocation régionale, notamment à certains cours de l'École de maintien de la paix de Bamako ou du Cours supérieur interarmées de défense de Yaoundé.

THE UN AND PEACEKEEPING TRAINING

ITS reports to the Evaluation and Training Division, subordinated to the Department of Peace-Keeping Operations, under the aegis of the Secretariat of the UN. Composed of about thirty seconded militaries, police officers and civilians, it is responsible for developing guidelines and coordinating peace-keeping training.

ITS supports Member States to implement training, which remains a national prerogative, mainly in three ways:

- *The "Training of trainers" allows trainers from a given region to be trained in both pre-deployment and specialized training;*
- *The "Mobile Training Teams" are designed to support a country requesting a special assistance before the deployment of its own troops;*
- *The procedure of "Training recognition" facilitates the dissemination of UN procedures. This recognition is linked to a specific training course, and does not belong to the Centre itself.*

As for the areas of activities managed by the military part of ITS, they consist of pre-deployment training (Core pre-deployment Training Materials) and "Cross-cutting" topics (Specialized training materials) to reinforce the mandate implementation, such as Military Staff officer course, protection of civilians, Infantry battalion, Military expert on mission...

There is tremendous work to be done on the promotion and the recognition of French speaking training centres. In a pragmatic way, it means to ensure a better dissemination of UN procedures among French-speaking militaries. ITS provides some centres with necessary support to allow their course to be "UN recognized". Some courses provided by the Bamako Peacekeeping school, or the CSID, deserve this recognition.

LES FEMMES DANS LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

La France a œuvré activement à l'adoption des résolutions « Femmes, Paix et Sécurité » du Conseil de sécurité – résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010). Ces résolutions appellent notamment les États à renforcer la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés et à renforcer la participation des femmes aux opérations et aux négociations de paix et à l'ensemble des processus décisionnels. Aujourd'hui, on compte 3 697 femmes sur un total de 99 118 personnels déployés, militaires et police confondus.

À la suite de ces résolutions, la France a adopté en octobre 2010 un plan d'action national qui fixe des objectifs concrets : la formation des personnes concernées aux questions relatives aux droits des femmes, le renforcement de la participation directe des femmes et la protection des femmes contre les violences. La France met notamment en œuvre dans ce cadre des programmes de coopération en partenariat avec ONU Femmes, en Afrique, dans le monde arabe, ainsi qu'en Afghanistan.

Dans ce contexte, la DCSD contribue à la participation des femmes aux OMP en les intégrant aux formations soutenues par la direction au sein des écoles nationales à vocation régionale (ENVR) ou dans les écoles nationales. Ainsi en 2011, 27 femmes ont bénéficié de formations financées par la DCSD. Trois d'entre elles ont suivi des cours à l'école d'état-major des officiers de gendarmerie au Sénégal et une à l'« École de guerre » au Cameroun.

WOMEN IN PEACEKEEPING OPERATIONS

France contributed to the adoption of the Security Council resolutions on “Women, peace and security” – resolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) and 1960 (2010). These resolutions call on States to strengthen the fight against sexual violence in armed conflicts and to reinforce women's participation to peace negotiations and to the whole decision-making process. Currently, there are 3,697 women out of a total of 99,118 soldiers and policemen.

Following these resolutions, France adopted a national action plan to implement them in October 2010: women's rights training, strengthening of women direct involvement in reconstruction operations and protection of women from violence. In particular, France is implementing several cooperation programmes, in partnership with UN-Women in Africa and in the Arab world, as well as in Afghanistan.

In this context, the DCSD contributes to women's involvement into PKO through their participation in training supported by DCSD in Regionally-oriented National School (ENVR) or in national schools. In 2011, 27 women benefited of training funded by the DCSD. Three of them completed a course at the Gendarmerie Officers Staff College in Senegal and one at the “School of War” in Cameroon.



CONTRIBUTION DE L'OIF AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS FRANCOPHONES DE MAINTIEN DE LA PAIX

Au cours des dernières années, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a intégré dans ses objectifs le soutien au renforcement des capacités des États francophones à participer aux opérations de maintien de la paix. Compte tenu de ses spécificités et de ses savoir-faire, l'OIF développe des partenariats avec les grands acteurs du maintien de la paix, en vue de contribuer à renforcer et à accroître la participation francophone aux opérations de paix.

Concertations francophones

Face au déficit patent et chronique du personnel francophone dans les opérations de maintien de la paix déployées par les Nations unies, alors même que la plupart de ces opérations se déroulent dans l'espace francophone, l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan a, dès 2004, lancé un appel à l'accroissement de la participation francophone à ces missions. Cet appel a été relayé par le secrétaire général de la Francophonie, SEM Abdou Diouf, qui a dès lors multiplié les concertations avec les pays membres de l'OIF en les sensibilisant sur l'importance de leurs contributions. Lors de la conférence ministérielle d'Antananarivo de 2005, les ministres francophones des Affaires étrangères ont entre autres convié l'OIF, en coopération avec d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux, à développer des programmes visant à renforcer la capacité des pays francophones à participer aux opérations de paix.

En 2006, la déclaration de Saint-Boniface sur la prévention des conflits et la sécurité humaine a décliné plus précisément les volets de la participation collective des francophones et de la francophonie dans ces domaines. En 2008 et en 2010, par les déclarations de Québec et de Montreux, les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à fournir à l'ONU et aux organisations régionales compétentes, dans la mesure de leurs moyens, des contingents francophones (militaires, policiers et civils) afin d'accompagner les transitions et de consolider la paix.



Sensibilisation au maintien de la paix

En 2009, l'OIF, en collaboration avec l'ONU, a organisé deux forums régionaux, l'un à Bamako, l'autre à Yaoundé, afin d'inciter les responsables africains à apporter une contribution plus significative aux opérations de paix et de leur permettre de saisir toute la mesure des opportunités stratégiques, tactiques et opérationnelles offertes par ces missions.

Par ailleurs, l'OIF a défini une stratégie opérationnelle qu'elle met en œuvre au travers d'initiatives concrètes, inscrites dans le cadre de sa programmation quadriennale 2010-2013.

L'OIF a ainsi soutenu l'organisation de sessions de formation, au sein de l'École de maintien de la paix Alioune-Blondin-Beye de Bamako, visant à favoriser la connaissance et la compréhension des procédures administratives, financières et logistiques en vigueur au sein du système des Nations unies.



CONTRIBUTION OF THE OIF TO FRANCOPHONE PEACEKEEPING CAPACITY-BUILDING

Over the past few years, the International Organization of la Francophonie (OIF) included in its objective support to capacity building for peacekeeping of French-speaking State. Given its specific features and know-how, the OIF develops partnership with the main actors of peacekeeping to help strengthen and enhance French-speaking participation in peacekeeping operations.

Francophone's dialogues

Given the lack of French-speaking staff in peacekeeping operations deployed by the United Nations while most of PKOs take place in French-speaking area, the former General-Secretary of UN, Kofi Annan, called for an increased French-speaking participation to these missions. It was echoed by the General-Secretary of the French-speaking communities, SEM Abdou Diouf. He organised many discussions with the OIF members in order to raise their awareness on the importance of their contributions. During the ministerial conference in Antananarivo in 2005, the francophone Ministers of Foreign Affairs invited the OIF, in cooperation with other bilateral and multilateral partners, to develop programs to strengthen francophone capacities in peacekeeping operations.

In 2006, the Declaration of Saint-Boniface on conflict prevention and human security addressed collective participation of French-speakers and of the Francophonie in these fields. In 2008 and 2010, with the Declarations of Quebec and Montreux, Heads of States and Governments committed to provide, in accordance with their capacities, the UN and the regional organizations with francophone troops (soldiers, policemen and civilians) in order to assist transitions and peace building.

Peacekeeping awareness

In 2009, the OIF in collaboration with the UN organised two regional forums, one in Bamako, the other in Yaoundé, to encourage the African leaders to more significantly contribute to peacekeeping operations and to grasp the strategic, tactic and operational opportunities offered by these missions.

Besides, the OIF has developed an operational strategy it implements through concrete initiatives, as part of its four-year program 2010-2013.

The OIF supported the organization of training session, in the Alioune Blondin Beye peacekeeping School in Bamako. It aims at promoting knowledge and understanding of UN administrative, financial and logistical procedures.

L'OIF a également appuyé la formation au sein de l'EIFORCES (Cameroun) d'une unité burkinabé de police constituée et apporté son soutien aux échanges de stagiaires et d'instructeurs entre les centres francophones de formation au maintien de la paix, notamment entre l'EMP/Bamako, le NPMEC, Centre national de gestion des forces de maintien de la paix, de déminage et d'élimination des déchets de guerre d'Oudong (Cambodge) et le Cours supérieur international de l'école de gendarmerie de Rosu (Roumanie). Elle a aussi soutenu la tenue de séminaires régionaux portant sur la méthode d'analyse stratégique des situations, en lien avec le ministère belge de la Défense et le Réseau francophone des opérations de paix (ROP).

De l'importance de la promotion du français

En collaboration avec le ministère français des Affaires étrangères, l'OIF apporte actuellement une contribution à l'élaboration de la méthode d'enseignement du français à destination des forces de défense et de sécurité. L'Organisation a aussi impulsé, en lien avec l'UNITAR (UN Institute for Training and Research) et le réseau FRANCOPOL (réseau international francophone de formation policière), l'élaboration de cours en ligne et en français.



Par ailleurs, des activités de plaidoyer ont été menées afin de promouvoir l'usage du français au sein du système onusien et de faire valoir la nécessité de garantir le respect du principe d'égalité et d'équilibre dans l'utilisation des deux langues de travail de l'ONU – le français et l'anglais – au niveau du recrutement, de la formation et de l'accès à la documentation.

Pour des liens renforcés entre acteurs francophones

L'OIF travaille aujourd'hui à la mise en réseau des centres francophones de formation au maintien de la paix. Conformément aux recommandations adoptées lors de la réunion technique ayant réuni, en juillet 2011, les responsables de onze centres francophones de formation au maintien de la paix, l'OIF a initié un programme visant la mise en place d'une plate-forme d'information et d'échanges en ligne, qui permettra de développer les synergies et de mieux faire connaître les ressources francophones de formation aux opérations de paix (cours et modules, vivier d'instructeurs, méthodes spécifiques d'enseignement du français, doctrines, stratégies).

Enfin, l'OIF accorde une importance particulière au renforcement des relations avec les acteurs africains du maintien de la paix, notamment l'Union africaine et les communautés économiques régionales : c'est ainsi qu'en partenariat avec l'organisation panafricaine et avec la Direction de la coopération de sécurité et de défense du MAE, l'OIF apportera son soutien à la tenue, en octobre 2012, d'un séminaire de haut niveau portant sur « les défis techniques et opérationnels du maintien de la paix en Afrique ».

Ces différentes interventions de l'OIF ont participé au léger infléchissement récemment observé : la proportion de Casques bleus locuteurs francophones déployés dans l'ensemble des missions de paix est en effet aujourd'hui de 17,2 % tandis que celle relative aux missions menées dans l'espace francophone se situe aujourd'hui à 14,4 %. Afin que ces premiers progrès soient amplifiés dans les prochaines années, l'OIF entend poursuivre son action en faveur du renforcement des capacités francophones de maintien de la paix.



The OIF contributed to the training of a Burkinabe formed police unit in the EIFORCES (Cameroon). It also supported trainees and instructors exchanges between francophone peacekeeping training centres, in particular between the EMP of Bamako, the NPMEC of Oudong (Cambodia) and the International Advanced Course of the Gendarmerie School in Rosu (Rumania). It assisted the organization of regional seminars on methods of strategic situation analysis, in connection with the Belgium Ministry of Defence and the francophone research network of peace operations (ROP).

Importance of promotion of French

In collaboration with the French Ministry of Foreign Affairs, the OIF currently contributes to the setting up of a French teaching Method for defence and security forces. In connection with the UNITAR and the FRANCOPOPOL network, the Organization also promotes the development of French language on-line courses.

Besides, advocacy activities are led in order to promote the use of French language within the UN system. It recalls that English and French are the two working languages of the United Nations, and argue for the need to respect the UN principle of equal and balanced use of working languages in its training and recruitment processes and in access to documentation.

For closer ties between francophone actors

Today, the OIF works on networking of francophone peacekeeping training centres. In accordance with the recommendations adopted by the officials of eleven francophone peacekeeping training centres during the technical meeting held in July 2011, the OIF has launched a program to set up an on-line platform of information and exchanges. It will help developing synergies and raising awareness for French-speaking resources in peacekeeping training (lessons and modules, instructors, specific methods of French teaching, doctrines, strategies).

Finally, the OIF places a strong focus on the reinforcement of relationship with peacekeeping African stakeholders, in particular with the African Union and the regional economical communities. In partnership with the panafrican organization and the DCSD, the OIF supports the holding of a high-level seminar in October 2012 on "technical and operational challenges of peacekeeping in Africa".

These various interventions of the OIF contributed to the recently observed slight shift: today the proportion of francophone peacekeepers deployed throughout peacekeeping missions is of 17.2 % while the proportion of operations conducted in francophone area is about of 14.4 %. The OIF will pursue its action to keep this progress going on and to strengthen francophone peacekeeping capacity building.

SOUTIEN DE LA DCSD AUX OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

La Direction de la coopération de sécurité et de défense apporte une contribution active à la formation du personnel ayant vocation à servir dans les opérations de maintien de la paix (UN, UA, organisations régionales africaines). L'action de la DCSD se situe en amont des opérations par un soutien aux pays contributeurs de troupes.

Des modes d'action convergents

La DCSD dispose de divers modes d'action pour soutenir les pays et organisations sous-régionales à participer aux opérations de maintien de la paix : formation individuelle du personnel concerné (militaires, policiers...), conseil auprès des autorités, enseignement du français pour préparer le contributeur potentiel à une opération en territoire francophone.

Compte tenu des priorités et des enjeux politiques, cette coopération structurelle trouve essentiellement son point d'application sur le continent africain, et plus particulièrement dans le cadre du développement et du renforcement capacitaire de la Force africaine en attente (FAA). La DCSD a ainsi mis en place un réseau de conseillers de sécurité et de défense en soutien aux FAA : un officier de liaison auprès du département Paix et sécurité de l'Union africaine et trois officiers placés respectivement auprès de la commission Affaires politiques, Paix et sécurité de la CEDEAO pour l'Afrique de l'Ouest, du secrétaire général de la CEEAC pour l'Afrique centrale, et du directeur de l'EASFCOM pour l'Afrique de l'Est. La DCSD participe également à la formation aux opérations de maintien de la paix en Amérique latine et au Cambodge.

En parallèle, l'enseignement du français (militaires, policiers, gendarmes...) constitue l'une des priorités de la DCSD. Cet enseignement permet de former de futurs contingents d'OMP destinés à être déployés en zone francophone. Chaque année, ce sont près de 11 000 stagiaires de pays partenaires qui bénéficient d'actions d'enseignement du français.

Un apport à la réflexion

Dans le cadre du renforcement de la contribution francophone dans les opérations de paix, la DCSD, l'OIF, la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense et le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) ont décidé d'organiser un cycle de quatre séminaires consacrés aux enjeux et défis actuels des opérations de maintien de la paix. L'objectif est d'analyser la spécificité des politiques et des besoins des pays francophones en matière de maintien de la paix et de proposer des réponses adéquates, notamment en matière de préparation à ces OMP en zone francophone.

Quatre séminaires sont ainsi prévus sur la période 2012-2013 dont le premier se déroulera fin octobre 2012 à Addis-Abeba, le deuxième à Dakar début janvier, le troisième à Genève en juin et le dernier à New York fin 2013. Les Nations unies, avec l'Union africaine, l'Union européenne et les principaux partenaires africains francophones contributeurs de troupes seront naturellement au cœur des débats.



DCSD SUPPORT TO PEACEKEEPING OPERATION

DCSD is deeply involved in training of contingents called to serve in peacekeeping operations (UN, AU, African regional organizations). Actions of DCSD intervene before operation through its support to troop-contributing countries.

Convergent mode of action

The DCSD acts in different ways to help countries and sub-regional organizations to take part in peacekeeping operations: individual training of relevant personnel (soldiers, policemen, civilians...), consultancy work for Authorities, French teaching to prepare potential contributor for PKO in francophone territory.

Considering priorities and policy issues, this structural cooperation mainly applies to African continent, and especially to capacity building and development of the African Stand-by Force (ASF). The DCSD has implemented a network of security and defence advisers in support of ASF: a liaison officer works with the Peace and Security Department of African Union and three officers are attached respectively to the Political Affairs, Peace and Security Commission of the ECOWAS for western Africa, to the Secretary-General of ECCAS for central Africa and to the director of the EASFCOM for eastern Africa. DCSD is also involved in peacekeeping training in Latin America and Cambodia.

In parallel, French teaching (to soldiers, policemen, gendarmes...) is one of the priorities of DCSD. This very specific teaching allows training futures peacekeeping contingents intended to be deployed in francophone countries. Each year, nearly 11,000 trainees from partner countries benefit from French teaching actions.

A contribution to reflection

In the context of an enhanced francophone contribution to peacekeeping operations, the DCSD, the OIF, the Delegation of Strategic Affairs (DAS) of the French Ministry of Defence and the Geneva Centre for Security Policy (GCSP) decided to hold a series of four seminars on current issues and challenges of peacekeeping operations. The purpose is to analyse policies and needs specificities of francophone countries in terms of peacekeeping, and to provide appropriate responses, especially as regards PKO preparedness in francophone area.

These four seminars are planned for 2012/2013 period. The first one will be held in Addis Abeba in late October 2012, the second one in Dakar in early January, the third one in Geneva in June and the last one in New-York in late 2013. The United Nations with the African Union, the European Union and the main francophone African contributing-troop partners will naturally take part to discussions.



LA FORMATION AUX OMP DE PERSONNEL NON MILITAIRE : OTSE 2011

Depuis 2008, la France organise, en collaboration avec d'autres partenaires européens et africains, une session annuelle de formation régionale mixte police-gendarmerie aux opérations de maintien de la paix au collège de police d'Otse (Botswana). Cette formation répond aux besoins de développer les techniques de manœuvre afin qu'elles soient mises à disposition des Nations unies ou de l'Union africaine pour participer à des opérations de maintien de la paix. Cette formation a pour objectif de déployer ces

forces de police dans la gestion civile des crises en appui aux forces militaires des opérations de maintien de la paix.

Durant la formation, les stagiaires sont placés dans diverses situations : convois, protection rapprochée, événements sportifs intercommunautaires, évacuation de populations minoritaires, etc.

Ainsi, de mi-octobre à mi-novembre 2011, une formation a regroupé 116 policiers de sept pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) : Botswana, Lesotho, Angola, Namibie, Malawi, Tanzanie et Swaziland. La prochaine session est prévue en novembre 2012.

NON MILITARY PERSONNEL TRAINING: OTSE 2011

Since 2008, France along with other European and African partners, organize an annual regional peacekeeping training session at the Otse Police College (Botswana) for policemen and gendarmes. Established on UN standards, the training is based upon the staging, as close as possible, of the various actual situations met in peacekeeping deployment context. The aim of this training is to deploy police officials enabled to manage civil crisis in support of UN or AU PKO military forces.

During this session, trainees are placed in different situations: convoy escorting, close protection, inter-community sports event, evacuation of nationals or protection of minorities, etc.

From mid-October to mid-November 2011, training was attended by 116 policemen from seven countries of Southern African Development Community (SADC): Botswana, Lesotho, Angola, Namibia, Malawi, Tanzania and Swaziland.

DCSD ET MAINTIEN DE LA PAIX EN AFRIQUE

L'engagement de la DCSD au service du maintien de la paix en Afrique se traduit tout particulièrement dans son implication au sein des écoles qu'elle soutient ou dont elle est partenaire. Toutes les écoles participent indirectement au maintien de la paix en donnant au personnel qui y est formé les connaissances techniques et la rigueur professionnelle qui doivent caractériser les forces de sécurité et de défense républicaines. Cependant, certaines d'entre elles sont plus particulièrement orientées vers l'acquisition d'une véritable expertise du maintien de la paix et ont acquis une renommée continentale. D'autres, enfin, sans être spécifiquement dédiées au maintien de la paix y consacrent une part importante de leur formation.

Les écoles nationales à vocation régionale (ENVR)

CSID

Le Cours supérieur interarmées de défense de Yaoundé prépare les futurs décideurs de plus d'une vingtaine d'armées africaines dans le domaine de l'enseignement opérationnel. Dans ce cadre, un module est dédié en particulier au maintien de la paix tandis que tous les autres modules (Approche globale, Ordre public, Géopolitique...) concourent à en appréhender la complexité. Il en va de même des visites effectuées à l'étranger comme celle à la MICOPAX à Bangui en mars 2012, où les stagiaires ont pu voir certains de leurs anciens du CSID en situation au sein d'une OMP.

Les connaissances acquises sont mises en pratique lors d'un exercice de planification et de conduite d'une opération sous mandat du chapitre VII de la charte de Nations unies.

Cet exercice appelé OPEMAPA, qui dure un mois (de fin février à fin mars), est l'exercice majeur du CSID. Il s'inscrit en droite ligne dans la devise de l'école, « La stratégie au service de la paix », et permet aux officiers supérieurs stagiaires d'occuper les différentes fonctions d'un état-major de commandant de force (CEM, G2/3/4/5/6/9) et de se familiariser avec le rythme de travail et les procédures de ce type de structure.

École camerounaise, le CSID bénéficie d'un appui marqué de la DCSD.

EEML

L'École d'état-major de Libreville (EEML) se situe au premier niveau de l'enseignement militaire supérieur (EMS1). La formation dispensée prépare aux fonctions de commandement, d'état-major ou de direction, dans un environnement national ou international. Elle met un accent particulier sur la préparation aux opérations de maintien de la paix ou de gestion de crise pour laquelle elle consacre 25 % du temps d'enseignement sous forme d'un module qui comporte :

- une formation aux OMP dispensée par des formateurs de l'EMP de Bamako et sanctionnée par l'attribution d'une attestation « PC commandement au maintien de la paix ».
- Ce stage spécifique est ouvert aux officiers stagiaires de l'école du service de santé et du diplôme d'état-major gendarmerie (deux formations organisées à Libreville);
- l'étude de l'environnement international, de la force africaine en attente et des OMP complétée par la participation à un exercice sur le thème d'une OMP;



- des conférences sur le droit des conflits armés, le droit international humanitaire, le PNUD, l'UNHCR et un séminaire de 24 heures avec le CICR ;
- un apprentissage à la communication opérationnelle.

En outre, une formation morale est dispensée tout au long de la scolarité afin que les officiers stagiaires renforcent les qualités propices à une juste approche des problèmes liés au maintien de la paix, et, d'une manière générale, à l'exercice des responsabilités d'officier : exemplarité du comportement, sens de l'intérêt général, aptitude au travail en équipe, réserve, honnêteté, loyauté, etc.

La France, par l'action de la DCSD, est partenaire du Gabon dans ce projet.

DCSD AND PEACEKEEPING IN AFRICA

DCSD's commitment for peace building in Africa is especially reflected in its involvement within schools it supports or it is a partner. All schools indirectly participate to peacekeeping: they provide technical knowledge and professional rigour that should characterize security and defence republican forces. However, some of them are more particularly oriented towards the acquisition of a true expertise in peace operations and have gained a continental renown. Other schools without being specifically dedicated to peacekeeping devote an important part of their training to PKO.

Regionally-oriented national schools (ENVR)

CSID

The Advanced Joint Services Defence Course (CSID) of Yaoundé prepares future senior officers of more than twenty African armies in the field of operational instruction. In this context, one unit is specifically devoted to peace operations while all the others (Global Approach, Public policy, Geopolitic...) help understand complexity of peacekeeping. Visits abroad also contribute to this objective: in March 2012 trainees went to the MICOPAX in Bangui and could meet former CSID students working in a real PKO.

The acquired knowledge is put into practice during exercise of planning and conduct of operation under the mandate of Chapter VII of the UN Charter.

This exercise called OPEMAPA lasting one month (from the end of February to the end of March) is the major exercise of the CSID. It is fully in line with School's motto: "strategy for peace". It allows senior officer trainees to hold various positions in force commander headquarters (CEM, G2/3/4/5/6/9) and to become familiar with pace of work and procedures of this type of structure.

EEML

The Staff College of Libreville (EEML) is specialized in the first level of higher military education (EMS 1). Training



prepares students for command, staff or management positions in national or international environment. It places special emphasis on training to peacekeeping operation or to crisis management and devotes 25 % of instructional time in the form of unit involving:

- Training to peacekeeping operations (PKO) provided by trainers of the EMP of Bamako and recognized by award of certificate "PC peacekeeping command". This specific course is open to officer trainees of the Military Medical Practice School and of the Gendarmerie military staff diploma (both held in Libreville);
- The study of international environment, of African stand-by forces and of PKO which is complemented by the participation to PKO exercise;
- Lectures on law of armed conflicts, international humanitarian law, UNDP, UNHCR and a 24 hours seminar with the ICRC;
- Operational communication learning.

In addition, moral training is provided throughout the schooling in order to help officer trainees to be aware of a right approach to peacekeeping issues and globally, to the exercise of officer responsibilities: exemplary behaviour, sense of general interest, team working skills, reserve, honesty, loyalty, etc.

France is partner of Gabon in this project through DCSD action.

CPADD

Inauguré en 2003, le Centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution (CPADD) forme des instructeurs au déminage civil et militaire. Centre de référence dans ce domaine sur le continent africain, cette ENVR développée en partenariat entre le Bénin et la France s'est ouverte à la participation de nombreux pays et organisations internationales.

Directement orientées vers l'appui au maintien de la paix, les nombreuses formations qui y sont dispensées permettent aux hommes et femmes qui en bénéficient :

- de diriger ou participer à des chantiers de déminage et de dépollution, assurant la sécurisation de zones au profit des populations ;
- de planifier et mener des campagnes de sensibilisation aux dangers des mines toujours au profit des populations.

Le CPADD a été reconnu comme centre d'excellence de la CEDEAO et participera à la formation des forces africaines en attente amenées à intervenir dans des opérations de maintien de la paix.

CPPJ

Le centre de perfectionnement de police judiciaire (CPPJ) de Porto-Novo (Bénin) est un centre de formation de référence pour la police judiciaire en Afrique. Les formations qui y sont dispensées répondent aux besoins exprimés par les organisations africaines au profit des forces de sécurité susceptibles d'être engagées dans des opérations de maintien de la paix.

Dans le domaine du maintien de la paix, le CPPJ réalise depuis 2008 un stage devenu une référence dans son domaine : le stage Unité judiciaire pour la sécurité intérieure et le maintien de la paix (UJSIMP).

Les UJSIMP mettent en œuvre des savoir-faire techniques complémentaires au sein d'une équipe d'experts dont la vocation première est d'intervenir sur des scènes de crime ou des événements calamiteux de très haute intensité. Elles sont à même de renforcer les capacités africaines de maintien de la paix. Détentrices d'un savoir-faire unique dans le domaine de la criminalistique et de la police technique et scientifique, elles ont vocation à intervenir en situation de post-crise sur les lieux d'une catastrophe naturelle ou accidentelle de grande ampleur, d'un génocide ou sur une découverte de charnier. Mais elles peuvent tout aussi bien intervenir dans le cadre d'une enquête judiciaire de dimension plus modeste visant à lutter contre la criminalité organisée.



Construites autour d'un noyau judiciaire projetable sur n'importe quel théâtre d'opération, les UJSIMP répondent aux aspirations de la CEDEAO, mais pourraient aussi être mises à la disposition d'une commission internationale mise en place par l'ONU pour apporter une expertise dans le domaine judiciaire.

La DCSD est fortement impliquée dans ce projet.

Écoles internationales

EMP

Héritière des ENVR de Zambakro en Côte d'Ivoire (1999-2002) puis de Koulikoro au Mali (2003-2007), l'école de maintien de la paix de Bamako (EMP) est une école malienne à caractère international soutenue par sept pays ou organisations contributeurs représentés au conseil d'administration : Allemagne, Canada, France, Japon, Mali, Suisse, États-Unis et CEDEAO.

L'EMP a pour mission de contribuer au renforcement des capacités des États africains en matière de soutien à la paix et prioritairement de la Force en attente de la CEDEAO (brigade Ouest). Elle est chargée :

- d'assurer la formation en vue de permettre de participer à des opérations de soutien à la paix menées dans le cadre de l'ONU, de l'UA ou de toute autre organisation régionale ;
- de faire acquérir ou d'entretenir des connaissances fondamentales ainsi que des savoir-faire techniques et tactiques liés aux opérations de maintien de la paix ;
- de contribuer au renforcement de la culture de la paix en dispensant un enseignement pluridisciplinaire, adapté aux réalités africaines et reposant sur les concepts de paix et de sécurité ;
- de favoriser le développement des liens au sein des promotions.

CPADD

Opened in 2003, the Mine Action and Depollution Training Centre (CPADD) aims to train civil and military instructor to mine clearance. As a reference centre in Africa, this regionally-oriented national school developed in partnership with Benin and France is opened to participation of many countries and international organizations.

Directly oriented towards peacekeeping support, the centre provides training in order to help men and women:

- To conduct and participate to mine clearance and depollution program ensuring area security for people;
- To plan and conduct mine risk education campaign still for people.

CPADD is recognized as an ECOWAS centre of Excellence and will take part to the training of African standby forces which intervene in peacekeeping operations.

CPPJ

The Judicial Police Training Centre (CPPJ) of Porto-Novo (Benin) is a reference training centre for judicial police in Africa. Training addresses the needs of African organizations towards security forces that may be involved in peacekeeping operations.

Since 2008, one of CPPJ traineeship became a reference in the field of peacekeeping: the course of Judicial Unit for Homeland Security and Peacekeeping (UJSIMP).

UJSIMP implements complementary technical skills within a team of experts whose primary vocation is to intervene on crime scenes or catastrophic events. There are able to strengthen African peacekeeping capabilities. The UJSIMP hold a unique know-how in forensic science and services. They have authority to intervene

in post-crisis situation on the scene of major natural or accidental disaster, of genocide or of a mass grave. But the UJSIMP might as well intervene in the context of judicial inquiry to combat organised crime.

Built around a judicial unit deployable on any operational theatres, the UJSIMP meet the aspirations of ECOWAS, but could also be made available to an international commission set up by the UN to provide expertise in the legal field.

DCSD is actively involved in this project.

International schools

EMP

Heir of Zambakro regionally-oriented national school in Côte d'Ivoire (1999-2002) and then of Koulikoro in Mali (2003-2007), the Bamako Peacekeeping School (EMP) is a Malian school with international dimension supported by 7 countries or organizations represented on the management board: Germany, Canada, France, Japan, Mali, Switzerland, United-States and ECOWAS.

The EMP aims to contribute to peacekeeping capacity building of African states and more particularly of the ECOWAS African standby force. It is responsible for:

- Providing training to participate to peacekeeping operations led under mandate of United Nations, of African Union or of any other regional organization;
- Acquiring or maintaining basic knowledge and technical and tactical know-how related to peacekeeping operations;
- Contributing to strengthening of peace culture by providing a multidisciplinary teaching adapted to African realities and based on peace and security concepts;
- Encouraging development of stronger ties within classes.



En 2011, l'EMP a réalisé 42 actions de formation au profit de 1 370 stagiaires provenant de 35 pays africains, dont 44 % de la CEDEAO. En cohérence avec la volonté des Forces africaines en attente de développer la formation de la composante civile des OMP comme avec celle d'augmenter la part des femmes parmi les stagiaires et l'encadrement, l'école a conduit un effort particulier dans ces deux domaines : 16,5 % des stagiaires sont des civils et 10 % des femmes.

Centre de formation d'excellence de la CEDEAO reconnu au sein de l'Union africaine, l'EMP entretient des contacts et des échanges réguliers, la plupart formalisés par des accords ou protocoles, avec d'autres écoles de maintien de la paix en Afrique et hors d'Afrique ainsi qu'avec nombre d'organisations au service de la paix.

La situation politique actuelle du Mali a contraint le centre à fermer ses portes momentanément.

EIFORCES

Héritière de la coopération bilatérale franco-camerounaise, l'École internationale des forces de sécurité du Cameroun (EIFORCES) a désormais pour vocation de devenir une grande académie africaine de paix et de sécurité. Aux termes d'un décret du 25 juin 2012, l'EIFORCES est désormais orientée vers la formation supérieure et universitaire des cadres et des hauts responsables des gendarmeries, gardes nationales et polices africaines en vue des OMP, tout en conservant une capacité à former des unités constituées, robustes et rapidement déployables, sur le modèle des unités de gendarmerie. Il s'agit donc d'un système cohérent de génération de capacité dans le domaine du maintien de la paix. D'ores et déjà, de grands bailleurs (UE, Japon, Canada, Chine...) se sont engagés à soutenir ce projet, qui soulève beaucoup d'espoirs.

IPSTC

L'International Peace Support Training Centre (IPSTC) au Kenya est le principal centre de formation et de recherche consacré à la préparation des opérations de maintien de la paix dans l'est de l'Afrique. Il dispense des formations allant de la prévention de crise jusqu'au soutien post-conflit tout en intégrant la dimension humanitaire des missions de maintien de la paix. Pour une plus grande efficacité, le centre possède un village d'entraînement, « Peace Support Operations Village », introduisant un vrai réalisme lors des exercices.



En 2011, l'IPSTC a accueilli 2 325 stagiaires dont plus de la moitié étaient des civils, venant de tout le continent. La présence d'un coopérant militaire français permanent déployé par la DCSD a facilité la mise en place de cours de français répondant notamment à la demande de nombreux francophones assistant à ces formations (environ 30 %) et au fait qu'environ la moitié des OMP se déroulent actuellement en territoire francophone.

KAIPTC

Depuis sa création en 2003, le Centre international Kofi-Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC) organise des stages de formation et d'entraînement en appui aux missions de maintien de la paix. La mission du KAIPTC est de fournir des formations et de développer la recherche dans les domaines de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits et ainsi bénéficier d'un personnel capable de faire face aux problèmes de sécurité et de maintien de la paix en Afrique.

Le KAIPTC bénéficie d'un département de recherche chargé d'analyser les situations de conflit et de publier ses recherches, d'échanger avec les autres centres et organisations. Le but est de promouvoir la paix dans la région et sur le continent d'une manière générale.

Le KAIPTC forme les élites civiles, militaires et policières dans le domaine de la gestion des crises et de soutien au maintien de la paix en Afrique. Le centre assure aussi une formation collective auprès des unités ghanéennes déployées dans les missions OMP.

La France, avec un instructeur-coopérant permanent et des financements, participe aux formations individuelles et collectives pour former aux opérations de maintien de la paix au profit, en grande majorité, des pays de la CEDEAO.

In 2011, the EMP conducted 42 training actions for 1,370 trainees coming from 35 African countries. 44% of these students are from ECOWAS countries. One of the expectations of the African standby forces is to develop the training of peacekeeping civilian component and to increase the women part among trainees and staff positions. Thus, the school made a particular effort in both fields: 16,5% of trainees are civilians and 10% are women.

ECOWAS training centre of Excellence recognized within the African Union, the EMP maintains regular contacts and exchanges with other peacekeeping schools in and out of Africa and with many peace organizations. Most of these contacts are formalised through agreements and protocols.

The current political situation in Mali forced the centre to close temporarily.

EIFORCES

Heir of French Cameroonian bilateral cooperation, the International School of Security Forces (EIFORCES) in Cameroon is now set to become a major African academy of peace and security. Under an Order of 25th of June, 2012, the EIFORCES provides postgraduate training for senior officers of Gendarmerie, African National Guard and Police to peacekeeping operations while maintaining the ability to train robust and rapidly deployable formed police units on the model of gendarmerie units. The aim of this coherent system is to develop peacekeeping capabilities. Major donors (European Union, Japan, Canada, China...) have already committed themselves with this project which raises many hopes.

IPSTC

The International Peace Support Training Centre (IPSTC) in Kenya is the main training and research centre specialized in preparation to peacekeeping operations in East Africa. It provides training ranging from crisis prevention to post-conflict support and integrating humanitarian dimension of peacekeeping mission. For greater efficiency, a "Peace Support Operation training Village" was built to provide a safe but realistic environment for training.

In 2011, the Centre hosted 2,325 trainees from the entire continent, more than half of them are civilians. DCSD deploys a permanent French military cooperant in the IPSTC. This officer takes part in the implementation of French teaching which is a real need as about 30% of Francophone attends this training and about half of PKO are currently deployed in francophone territories.

KAIPTC

Since its establishment in 2003, the Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre (KIPTC) organises training courses in support of peacekeeping operations. The KAIPTC's mission is to provide training and to develop research in the fields of prevention, management and resolution of conflicts and also to equip personnel with competencies required to meet Africa's complex peace and security challenges.

The KAIPTC research department is mandated to analyse conflict situations and to publish its research, to discuss with other centres and organizations. The aim is to contribute to the promotion of peace in the sub-region in particular and Africa as a whole.

The KAIPTC trains civilian, military and police elites on crisis management and on peacekeeping support in Africa. The Centre also provides collective training to Ghanaian units deployed in peacekeeping missions.

Through the deployment of a French permanent cooperant-instructor and through fundings, France takes part to individual and collective training to peacekeeping operations of units and officers mainly coming from ECOWAS countries.



Écoles nationales

Ethiopian International PeaceKeeping Training Centre (EIPKTC)

L'Éthiopie a une longue tradition de participation aux OMP dont elle fut une des premières nations contributrices avec des contingents de Casques bleus en Corée (1950) et au Congo (1960). Elle reste une nation majeure pour le maintien de la paix en Afrique.

En 2010, l'Éthiopie a décidé de créer son propre centre de formation aux OMP afin de répondre aux besoins de son armée tout en lui donnant une dimension régionale : l'EIPKTC à Addis-Abeba. Dans ce cadre, la France, sollicitée, a mis en place à l'été 2011 un coopérant conseiller auprès du général commandant le Département des opérations de maintien de la paix.

Le Centre est chargé de former les cadres des composantes militaire, police et civile avant leur déploiement sur les différents théâtres, et de préparer des troupes pour satisfaire aux besoins inopinés de déploiement en OMP.

La montée en puissance du centre se fera en trois phases successives correspondant à la création de départements ou de sections spécialisées. À l'issue, estimée à environ deux ans, plus de 2 100 stagiaires éthiopiens et près de 400 étrangers pourront être formés à l'EIPKTC dans tous les domaines relevant du maintien de la paix.

De par sa localisation, le centre permettra également d'assurer, de compléter et entretenir la formation du personnel de l'Union africaine et de l'Eastern African Standby Force (EASF), notamment pour la partie stationnée à Addis-Abeba.

Sans attendre la fin des travaux en cours et la fin de sa montée en puissance, l'EIPKTC a débuté son cycle de formation (CIVPOL, Cours de planification et exercice PC niveau brigade, cours logistique, formation des formateurs) en s'appuyant essentiellement sur l'assistance de spécialistes ou d'équipes étrangères de formateurs, notamment américaines ou de l'ONU.



CEOMP

Inauguré en 2009, le CEOMP (Centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix) de Lomé a pour mission :

- de servir de base unique d'entraînement et de mise en condition opérationnelle (MCO), pour les contingents destinés aux OMP (ONU) ou pour la force africaine en attente de la CEDEAO ;

- de renforcer les capacités opérationnelles des forces armées togolaises lors des MCO par un système de rotation de compagnies ;
- de permettre une certification plus rapide des contingents par l'ONU et la CEDEAO, comme en 2009 pour les deux contingents de la MINURCAT (Mission en Centre-Afrique) puis en 2010 et 2011 pour la FPU (Force de police) de l'UNMID ;
- à terme, de représenter une vitrine d'excellence et devenir un centre d'entraînement tactique de niveau sous-régional, avec une capacité d'accueil de plus 800 hommes.

Partenaire de ce projet, la DCSD a mis en place à l'été 2009 un coopérant militaire qui, placé sous les ordres du chef de projet « formation », a pour mission de conseiller le chef de centre.

Depuis 2009, le centre a entraîné plus de 6 000 soldats, formé près de 200 instructeurs togolais et permis la projection de plus de 4 500 hommes et femmes en Côte d'Ivoire, au Sud Soudan, en République centrafricaine et en Syrie.



National Schools

Ethiopian International Peacekeeping Training Centre (EIPKTC)

Ethiopia has a long history of involvement in PKO as it was one of the first troop-contributing nations to PKO with deployment of Ethiopian peacekeepers in Korea (1950) and in Congo (1960). It remains a major nation for peacekeeping in Africa.

In 2010, Ethiopia decided to create its own peacekeeping training centre in order to address the needs of its army and to give it a regional dimension: the EIPKTC in Addis Abeba. In this context, in summer 2011, France deployed military adviser to the General commanding the Department of Peacekeeping Operation.

The Centre is in charge to train the military, police and civilian staff before their deployment on operational theatres and to prepare troops be deployed on unforeseen peacekeeping operations.

The Centre will be built in 3 successive steps corresponding to the creation of specialised departments or sections. In 2 years, more than 2,100 Ethiopian trainees and about 400 foreigners will be trained in the EIPKTC on all PKO issues.

On account of the site's location, the Centre will also ensure, complete and maintain the training of staff from the African Union and the Eastern African Standby Force (EASF), in particular those stationed in Addis-Abeba.

Without waiting the end of its rise, the EIPKTC has begun its training cycle (CIVPOL, planning courses

and PC brigade level exercise, logistical class, instructors training). These courses are mainly supported by foreign teams of instructors and experts, some of them coming from United States of America or from United-Nations.

CEOMP

Launched in 2009, the CEOMP (Peacekeeping operation training Centre) in Lomé aims at:

- *Serving as the sole basis of training and Operational Readiness (MCO) for potential troops to UN PKO or for ECOWAS African standby forces;*
- *Strengthening operational capabilities of the Togolese armed forces during the MCO activities by a rotation system of companies.*
- *Enabling a troop certifications by UN and ECOWAS as it happened in 2009 for the two contingents of MINURCAT (mission in Central Africa) then in 2010 and 2011 for the FPU (Formed Police Unit) of UNMID;*
- *Being a model of excellence and becoming a sub-regional tactical training centre with a capacity of more than 800 trainees.*

As a partner of this project, DCSO deployed in summer 2009 a military officer under the order of "training" project chief to serve as adviser to the CEOMP chief.

Since 2009, the Centre trained more than 6,000 soldiers, about 200 Togolese instructors and enhanced the deployment of more than 4,500 men and women in Côte d'Ivoire, in South Sudan, in Central Africa and in Syria.

CAMBODGE

SOUTIEN FRANÇAIS À LA FORMATION AUX OMP À OUDONG

Dans le cadre de l'envoi de troupes au sein des opérations de maintien de la paix, le Cambodge a fait appel à la France pour bénéficier d'une instruction spécialisée. Deux coopérants français sont actuellement sur place afin d'organiser des stages de formation de maintien de la paix. De même, un professeur français langue étrangère est chargé de dispenser des cours de français aux Cambodgiens qui se préparent à partir en OMP.

Le Cambodge et les OMP

Depuis 2006, le royaume du Cambodge participe aux OMP. Plus de 1 200 soldats professionnels des Forces armées royales khmères (FARK) ont déjà pris part à ces missions, essentiellement au Sud Liban (FINUL), au Tchad (MINURCAT) et au Soudan (UNMIS – UNMISS).

Cette participation se fait au travers du NPMEC (National center for Peacekeeping forces Mine and Explosive remnants of war Clearance), un centre dédié à la préparation et à l'envoi des troupes au sein des OMP, ainsi qu'à l'élimination des déchets de guerre sur le territoire cambodgien. Le professionnalisme et la rigueur des soldats cambodgiens en matière de déminage et de génie civil sont reconnus et appréciés sur les théâtres où ils sont déployés.

L'aide de la France à la NPMEC

Désireux de renforcer son engagement dans les OMP, le ministère de la Défense cambodgien a souhaité élargir et parfaire ses domaines de compétences et a fait appel au soutien international. La France, dont l'expertise en matière d'OMP est reconnue, a ainsi été sollicitée.

Depuis 2009, 22 stages de formation ont ainsi été organisés offrant aux cadres cambodgiens une instruction individuelle et des savoir-faire essentiels avant leur projection sur le terrain. Soutenue par des missions de renfort temporaire, une instruction ciblée et sanctionnée est organisée dans de multiples domaines comme la police militaire, l'emploi des officiers d'état-major, les observateurs militaires, le déminage, les EOD (Explosive Ordnance Disposal), la logistique ou encore la bureautique. L'ensemble des ces

formations représente environ 500 jours de formation, pour un total de 430 stagiaires.

À ce jour, la DCSD a déployé deux coopérants permanents, l'un ayant à sa charge le soutien au ministère de la Défense cambodgien, l'autre, depuis 2011, étant spécifiquement placé auprès du directeur général du NPMEC.

L'enseignement du français en milieu militaire est un volet important et permanent de l'appui aux FARK et, dans ce but, un jeune professeur FLE (français langue étrangère) est affecté au NPMEC. Pendant neuf mois, il a pour mission de préparer l'encadrement des unités aux examens de français (DELF). Grâce à ce dispositif, 60 militaires cambodgiens ont ainsi obtenu un diplôme de français en 2012.

Les perspectives cambodgiennes

Fort des succès rencontrés au cours de ses missions extérieures sous la bannière de l'ONU, le Cambodge ambitionne de développer, dans un avenir extrêmement proche, un centre de formation international ou régional dédié aux OMP. Ce projet concrétiserait le choix politique du royaume de se positionner comme un acteur majeur et incontournable des OMP dans la zone Asie du Sud-Est et au sein de l'ASEAN que le Cambodge préside en 2012.



FRENCH SUPPORT FOR PKO TRAINING IN OUDONG

A peacekeeping troop-contributing country, Cambodia requested the support of France to receive specialised training. Currently, two French cooperants are deployed to organise peacekeeping training. A French Foreign Language (FLE) teacher is also in charge of providing French courses to Cambodians who are preparing to go on PKO.

Cambodia and PKO

Since 2006, the Kingdom of Cambodia is involved in peacekeeping operations. More than 1,200 soldiers of Royal Khmer Armed Forces (FARK) have already taken part in these missions, mainly in South-Lebanon (FINUL), in Chad (MINURCAT) and in Sudan (UNMIS-UNMISS).

The NPMEC (National centre for Peacekeeping forces Mines and Explosive remnants of war Clearance) is a centre dedicated to contingent preparation and troops sending in PKO and to war wastes disposal on Cambodian territory. Cambodian soldiers' professionalism and rigor in mine clearance and civil engineering are recognized and appreciated on the operational theatres where they are deployed.

France's help to the NPMEC

In order to strengthen his commitment into PKO, the Cambodian Ministry of Defence wanted to develop and increase their competence and appealed to international support. France, whose PKO expertise is recognised, was requested.

Since 2009, 22 training courses were organized offering individual instruction and essential know-how to Cambodian senior before their deployment on the ground. Supported by temporary deployed missions, a well-focused instruction is held on various issues such as military police, employment of staff officers, military observers, mine clearance, EOD (Explosive Ordonance Disposal), logistical or administration. All these trainings represent about 500 training days for about 430 trainees.



So far, France deployed two permanent cooperants: one is in charge of support to the Cambodian Ministry of Defence, the other serves as adviser to the NPMEC's general director since 2011.

The French teaching in military environment is an important and permanent part of support to FARK and thus, a FLE teacher (French Foreign Language) is assigned to NPMEC. For nine months, his mission is to prepare unit staff to French tests (DELF). Sixty Cambodian soldiers obtained their French diploma in 2012.

Cambodian's perspectives

Building on success encountered during their international missions under UN banner, Cambodia's ambition is to develop in the immediate future a regional or international centre of training for PKO. This project would emphasize the kingdom's political choice to become a major stakeholder in the PKO field for South-East Asia and for the ASEAN which is under Cambodian chairmanship in 2012.



LA FORMATION AUX OMP EN AMÉRIQUE LATINE : L'APPORT FRANÇAIS

La DCSD soutient activement la formation au maintien de la paix en Amérique latine par le déploiement de deux coopérants au Centre argentin d'entraînement interarmées pour les opérations de paix (CAECOPAZ). Basés à Buenos aires, ils sont chargés de couvrir l'ensemble des pays membres de l'Association latino-américaine des centres d'opérations de paix (ALCOPAZ) sur cette thématique.



De l'Argentine au continent latino-américain

Depuis 2002, la France participe au sein du CAECOPAZ argentin à l'instruction des spécialistes du maintien de la paix (observateurs militaires, coordonateurs civilo-militaires, logisticiens...) et des contingents déployés en Haïti et Chypre, pour un volume annuel de 2 500 stagiaires. Forts de cette expérience et de l'expertise reconnue de la France dans le domaine du maintien de la paix, les coopérants militaires français ont progressivement étendu leurs missions d'instruction à d'autres centres latino-américains. Créé en 2008 sur une initiative argentine, l'ALCOPAZ, est un réseau regroupant les centres de formation de maintien de la paix de sept pays (Argentine, Brésil, Chili, Équateur, Guatemala, Pérou, Uruguay). La France est associée à ce projet avec le statut d'observateur.

Des missions variées

Les coopérants français ont déjà effectué une vingtaine de missions d'une à deux semaines, dans les sept pays du réseau ALCOPAZ. Ces déplacements ont permis, tout en assurant des formations, de diffuser l'expertise française dans le domaine des OMP. Ces missions constituent aussi une excellente occasion pour développer l'apprentissage du français, par exemple en Uruguay pour des interprètes partant pour le Congo, ou en Équateur par la mise en place d'un professeur de français au sein de l'Unidad Escuela de Misiones de Paz « ECUADOR » (UEMPE). Au Guatemala, le CREOMPAZ bénéficie désormais de cours en ligne via l'Alliance française, et les coopérants devraient bientôt créer un stage de français au Paraguay. Le CAECOPAZ argentin n'est pas en reste

avec des stages de français technique ouverts à l'ALCOPA. L'objectif est désormais de créer une méthode d'enseignement du français militaire adaptée au continent sud-américain, à l'image de celle créée pour le continent africain.

PKO TRAINING IN LATINA AMERICA: FRENCH CONTRIBUTION

DCSD actively supports training to peacekeeping by the deployment of two cooperants in the Argentine Joint Peacekeeping Training Centre (CAECOPAZ). Based in Buenos Aires, they are in charge of helping train all member countries of the Latin-American Association of Peacekeeping Training Centres (ALCOPAZ) on this issue.

From Argentina to Latino-American continent

Since 2012, France takes part to CAECOPAZ instruction for peacekeeping experts (military observers, civilian-military coordinators, logisticians...) and for troops deployed in Haiti and Cyprus. There are 2,500 trainees each year. With the experience and expertise of France in peace operations, French military cooperants have gradually expanded their instruction missions to other Latin American Centres. Created in 2008 on an Argentinean initiative, ALCOPAZ is a network of peacekeeping training centres of seven states (Argentina, Brazil, Chile, Equator, Guatemala, Peru, Uruguay). France is involved in this project with observer status.

Various missions

French cooperants have already carried out about twenty missions lasting one to two weeks in ALCOPAZ member countries. These missions help provide training and spread French expertise on PKO issue. They also constitute an excellent opportunity to develop French learning, for example in Uruguay for interpreters deployed to Congo, or in Equator with the establishment of a French language teacher in the Unidad Escuela de Misiones de Paz "ECUADOR" (UEMPE). In Guatemala, CREOMPAZ has now online lessons via the French Alliance and in Paraguay, cooperants should soon create French language course. CAECOPAZ is not left behind with its technical French language training also available to ALCOPAZ countries. The objective is now to elaborate a military French teaching method suitable for South-American continent as the one created for African continent.

UN ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS LIÉ AUX OMP

Ces dernières années, la DCSD a consenti un effort particulier pour l'enseignement du français en milieu militaire, notamment au profit des pays anglophones dans le but de faciliter leur capacité à servir au sein d'opérations de maintien de la paix. En 2011, le continent africain a accueilli plus de 81 000 militaires et policiers déployés dans huit OMP. Trois d'entre elles se déroulaient en pays francophones qui absorbaient près de 40 % de cet effectif déployé en Afrique. Cependant, seulement 17 % des contingents qui y sont intervenus maîtrisaient la langue française.

Un projet novateur

Dans toute opération de maintien de la paix, la création de liens de confiance entre le personnel déployé (militaires, policiers, civils) et la population passe par une bonne maîtrise de la langue locale, notamment pour l'exécution des missions de proximité. Avec plus d'une OMP sur deux en zone francophone, la maîtrise du français devient donc une vraie priorité pour de nombreux contingents. De plus, elle permet d'assurer une meilleure communication au sein des états-majors multinationaux.

Face à ce besoin grandissant des pays non francophones souhaitant engager des contingents dans les OMP en milieu francophone, il a paru pertinent d'élaborer une méthode de français adaptée et surtout contextualisée, afin de susciter une adhésion spontanée des élèves. C'est dans cette optique, et grâce à un partenariat original entre le ministère des Affaires étrangères (DCSD et DGM) et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), qu'une équipe pluridisciplinaire coordonnée par la DCSD travaille, depuis le mois de septembre 2010, à la création d'un outil permettant aux stagiaires d'atteindre un niveau de français qui les rende autonomes.

SPECIAL FRENCH TEACHING FOR PKO

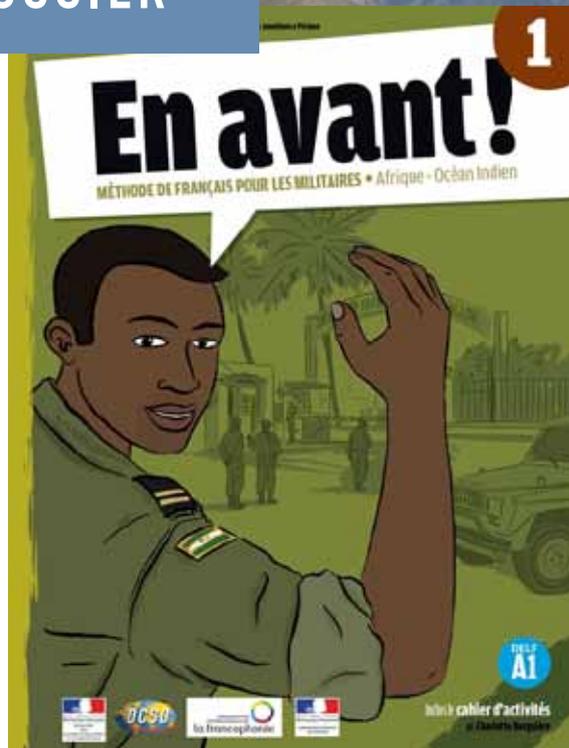
In recent years, DCSD made a special effort for teaching of French in military environment, in particular for Anglophone countries. The aim was to facilitate their capacities to serve in peacekeeping operations. In 2011, more than 81,000 soldiers and policemen were deployed in eight PKO on African continent. Three of these operations took place in French-speaking countries and accounted about 40 % of these peacekeepers. However, only 17 % of troops that contributed to these PKO mastered French language.

An innovative project

In all peacekeeping operations, bonds of trust between deployed personnel (soldiers, policemen and civilians) and inhabitant requires a good mastery of local language, in particular for community patrols. With more than one out of two PKO in French-speaking area, proficiency in French is a real priority for many troops. Moreover, it helps ensure a better communication within multinational staff.

More and more non-French-speaking countries wish to contribute to PKO in francophone environment. It seemed necessary to develop a suitable and contextualised method of French learning in order to create a greater commitment of students. Therefore, through a unique partnership between the Ministry of Foreign Affairs (DCSD and DGM) and the International Organization of the Francophonie, a multidisciplinary team coordinated by DCSD has been working since September 2010 to create an original tool enabling trainees to reach a French level that makes them autonomous.





La méthode de français

Cette méthode d'enseignement du français « militaire », a pour objectif de préparer les futurs acteurs des opérations de maintien de la paix à remplir leurs missions, mais aussi d'ouvrir l'accès à des formations en français (réseau des écoles nationales à vocation régionale, scolarités en France) et de former les étudiants aux examens de DELF (diplômes d'études en langue française) délivrés par l'Éducation nationale française et correspondant au niveau commun de référence pour les langues de l'UE.

Le projet repose sur l'élaboration d'une méthode comprenant trois tomes correspondant chacun à un niveau d'acquisition linguistique. Le premier tome est destiné aux débutants et prépare au DELF de niveau A1 dit de « découverte ». Le deuxième prépare au DELF de niveau A2 qui valide la compétence d'un utilisateur élémentaire. Ces deux tomes visent un public militaire principalement constitué de jeunes officiers (lieutenant à capitaine). Le troisième tome prépare au niveau B1 et permet à l'utilisateur de devenir indépendant. Il est plutôt destiné aux officiers supérieurs puisque le contexte d'apprentissage est celui d'un état-major agissant dans les opérations de maintien de la paix.

Chaque tome est accompagné de pistes audio et d'un guide pédagogique destiné aux enseignants (civils ou vacataires). Le guide est ainsi fait qu'il permet à un enseignant civil de donner des cours à des militaires, puisqu'il y trouve les éléments de culture et de compréhension de l'environnement très spécifique du métier de soldat. Il peut ainsi guider pas à pas ses étudiants durant les 120 heures de formation nécessaires pour chaque niveau.

Mise en application et diffusion

Le premier tome de la méthode a été expérimenté entre septembre 2011 et avril 2012 dans quatre pays d'Afrique (Éthiopie, Ghana, Mozambique, Guinée équatoriale) permettant la validation finale de l'ouvrage. À la rentrée de septembre 2012, 3 300 exemplaires sont en place dans des pays du continent africain au profit de 21 projets d'enseignement.

Mais la DCSD a aussi conscience que la demande va croissante dans certains pays d'Afrique du Nord, d'Asie ou d'Amérique latine, et l'adaptation de la méthode aux zones géographiques concernées est déjà prévue.

La DCSD et la promotion du français

Le programme international d'enseignement du français proposé par la DCSD a aussi pour objectif de permettre la création et le maintien à niveau d'un vivier d'officiers francophones capables de suivre des formations longues en France ou à l'étranger. Sa mise en œuvre est assurée par des étudiants en Master de FLE (français langue étrangère), par des intervenants de l'association AGIR (Association générale des intervenants retraités), ou encore par des vacances de professeurs locaux. Dans bon nombre de pays, cette formation s'appuie aussi sur le réseau des alliances et instituts français. La DCSD s'efforce par ailleurs de développer la capacité d'appropriation de l'apprentissage linguistique de ses partenaires. Pour y parvenir, elle finance la formation de professeurs de français « locaux » au cours international de français de Rochefort (CIFR).

La DCSD joue ainsi un rôle important dans la promotion du français. En 2011, environ 15 000 stagiaires ont ainsi pu bénéficier d'un enseignement en langue française.





The Method of French learning

This method of “military French” learning aims to prepare future peacekeeping stakeholders to fulfil their missions but also to provide access to other training in French language (network of regionally-oriented national schools, instruction in France) and to prepare students to DELF tests (diploma in French as a foreign language) issued by the French National Education and referring to the Common European framework.

The project is based on a method comprising three volumes each of them addressing a different level of language acquisition. The first volume is intended for beginners and prepares to level A1 of DELF called “discovery stage”. The second one prepares to level A2 of DELF and recognises the linguistic competency of a basic user. These two volumes are intended for a military audience, mainly for young officers (from lieutenant to captain). The third volume prepares to level B1 and allows user to become independent. This last one is for senior officers since the learning context is that of staff in peacekeeping operation.

Each volume is provided with audio tracks and a teaching guide for teachers (civil or temporary-contractor). The guide is such that it allows civil teacher to give courses to soldiers as it contains cultural and comprehension elements of very specific military environment. Thus, teachers can help students to progress step by step during the 120 hours of training required for each level.

Implementation and diffusion

The first volume of the method was tested out between September 2011 and April 2012 in four African countries (Ethiopia, Ghana, Mozambique and Equatorial Guinea) for the final validation of the method. In September 2012, 3,300 copies are in place in African and Indian Ocean countries for the benefit of 21 teaching projects.

But DCSD is also aware of an increasing demand in some countries of North-African, Asia and Latin American and the adaptation of this method to these geographical areas is already planned.

The DCSD and promotion of French

The DCSD international program of French teaching also aims to create and keep up-to-date a pool of French-speaking officers who would be able to follow long training in France or abroad. Its implementation is ensured by students in FLE Master (French as a foreign language), by speakers of AGIR association (General Association of Retired Speakers) or by local teachers under temporary-contract. In many countries, this training also relies on the network of French Alliances and Institutes. DCSD also tries to help partners to acquire its own linguistic learning capacity. Therefore, it finances training of “local” French teachers in the Rochefort International French Language Course (CIFR).

DCSD is a major actor in promotion of French language. In 2011, about 15,000 trainees intended courses in French language.

UN PROJET DÉDIÉ À LA PROTECTION CIVILE EN AFRIQUE

Premier programme à dimension régionale sur cette thématique, le projet du Fonds de solidarité prioritaire « Appui à la protection civile en Afrique » (APCA) a été lancé le 26 juin dernier à Ouagadougou. Cet appui répond à une très forte attente sur le terrain.



Un projet FSP unique

Comme ailleurs, les pays d'Afrique de l'Ouest sont régulièrement touchés par des catastrophes naturelles ou accidentelles dont les populations sont les premières victimes. Répondre au plus tôt à ces événements, organiser les capacités d'intervention spécialisées, adopter les procédures nécessaires pour répondre à l'urgence et structurer un véritable outil efficace dans ce domaine sont aujourd'hui des priorités pour ces pays partenaires de la France.

Le projet « Appui à la protection civile en Afrique » (APCA) a ainsi été mis en place sur le Fonds de solidarité prioritaire (FSP) du ministère des Affaires étrangères, avec un budget de 1,5 M€ pour trois années d'action. En s'inspirant de l'expertise française reconnue dans le domaine de la protection civile, il vise en priorité à aider les partenaires de la France à moderniser leurs structures d'urgence et à améliorer leurs capacités de réponse en matière de protection civile. Conçu, géré et conduit par la DCSD, il intéresse à ce jour neuf pays : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Concrètement, le projet APCA se déroulera jusqu'en 2014. Il insistera sur le volet formation, en développant en particulier celle des formateurs. Une synergie sera créée avec l'Institut supérieur d'études de protection civile de Ouagadougou (ISEPC), école de formation à vocation régionale dont la montée en puissance est soutenue par le ministère des Affaires étrangères (DCSD). Cette démarche sera complétée par la réalisation d'un schéma national d'analyse et de couverture des risques (SNACR) dans chaque pays.

Un premier séminaire réussi

Du 26 au 27 juin, le Burkina Faso et la France ont ainsi organisé à Ouagadougou le séminaire de lancement de ce projet, présidé par M. Bougouma, ministre burkinabé de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité, et ouvert par le général de corps d'armée Clément-Bollée, directeur de la coopération de sécurité et de défense. Outre les États concernés, ce séminaire regroupait des représentants de l'UMEOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) et de l'Union européenne.

Après une présentation du contenu du projet FSP APCA et un état des lieux, par chaque délégation, du système de protection civile existant dans leur pays respectif, les participants ont eu l'occasion de visiter le site du futur ISEPC de Ouagadougou. La création de cette école dédiée à la protection civile est l'aboutissement d'un précédent projet FSP lancé en 2006 et visant à développer la formation des sapeurs pompiers au Burkina Faso.

Ce séminaire s'est ensuite articulé autour de la présentation de la sécurité civile française et de l'organisation de différents ateliers de travail pour mieux cerner les enjeux et difficultés du projet APCA. Il s'est achevé par une synthèse des réflexions menées pour mettre en place un projet adapté aux réalités de chaque pays bénéficiaire.

A PROJECT FOR CIVIL PROTECTION IN AFRICA

First program with a regional dimension on this issue, the Priority Solidarity Fund project of "Support to Civil Protection in Africa" was launched on June 26th, 2012 in Ouagadougou. This tool meets a strong expectation on the ground.

A unique project

As elsewhere in the world, West-African countries are regularly affected by natural or accidental disasters and populations are the first victims. Responding as soon as possible to these events, organizing specialised response capabilities, adopting the necessary procedures to respond to the emergency and structuring a real efficient tool in this area are now priorities for many partners of France.

The project "Support to Civil Protection in Africa" (SCPA) was set up on the Priority Solidarity Fund of the Ministry of Foreign Affairs, with a budget of €1.5 millions for three years of action. On the basis of the recognized French expertise in the field of civil protection, its primary aims at helping France's partners to modernize their emergency structures and to improve their emergency response capabilities in civil protection. Developed, managed and led by DCSD, this project so far concerns nine countries: Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea, Mali, Mauritania, Niger, Senegal and Togo.

In concrete terms, the APCA project will run until 2014. It will focus on training component and more particularly on the development of trainers' training. A synergy will be created with the Advanced Institute for Civil

Protection Studies (ISEPC) in Ouagadougou, regionally-oriented school supported by the Ministry of Foreign Affairs (DCSD). This project also includes the implementation of a national scheme of risk analysis and cover (SNACR) in each country.

A successful first seminar

From 26th to 27th of June, Burkina Faso and France organized in Ouagadougou the launching seminar of this project, chaired by M. Bougouma, Burkinabe Minister of Territorial Administration, Decentralization and Security, and opened by General Clément-Bollée, director of security and defence cooperation. In addition to concerned countries, this seminar was attended by representatives of the West-African Economic and Monetary Union and of the European Union.

After the presentation of the APCA project's content, each delegation provided an overview of the civil protection system of its own country. Then participants had the opportunity to visit the future ISEPC of Ouagadougou. The creation of this school on civil protection issue is the result of a FSP project launched in 2006 to develop fire brigade training in Burkina Faso.

This seminar was eventually built around the presentation of the French civil security and the organization of different workshops to better understand the challenges and difficulties of this project. It ended with a summary of discussions to implement project adapted to realities of each concerned country.



VOS CONTACTS

DIRECTION

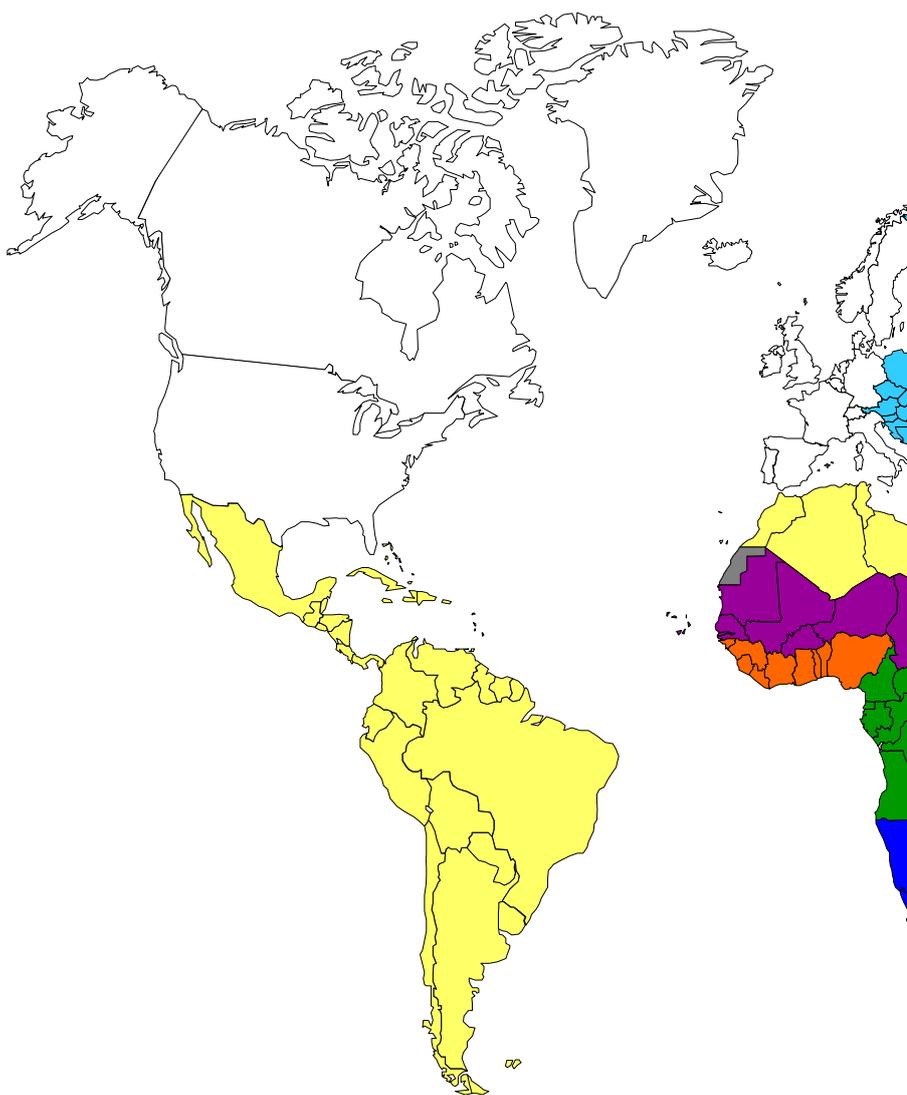
Directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense
Bruno CLÉMENT-BOLLÉE (GCA (T))
Tél 01.43.17.88.20



Directeur Adjoint
Thierry VANKERK-HOVEN
Tél 01.43.17.88.22



Secrétariat de la direction
Tél 01.43.17.94.24



BUREAU DES CHARGÉS DE MISSION

Contrôle de gestion
Jean-Albert MARION (CC (M))
Tél 01.43.17.83.75



Communication
Stéphanie PAYRAUDEAU (LV (M))
Tél 01.43.17.93.04



Prospective / Colloques et accords
Cyril ROBINET (CNE (T))
Tél 01.43.17.99.32



BUREAUX SPÉCIALISÉS

Bureau Colloques et Accords
Philippe SEIGNEURIN
Tél 01.43.17.97.69



Bureau des Survol et Escales navales
Geneviève KONG-HERVE
Tél 01.43.17.87.50



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Sous-direction Afrique subsaharienne
Luc de REVEL (COL (T))
Tél 01.43.17.81.42



Afrique de l'ouest (pays côtiers)
Hilaire COURAU (LCL (T))
Tél 01.43.17.88.32



Afrique centrale
Christophe GIRIN (CF (M))
Tél 01.43.17.82.42



Afrique australe, de l'Est, Océan indien
Jean-Philippe PLASSARD (LCL (G))
Tél 01.43.17.93.86



Pays sahélo-sahariens,
Christian PIOT (LCL (T))
Tél 01.43.17.94.04



MONDE

Sous-direction Monde
Erwan de GOUVELLO
Tél 01.43.17.94.22



Moyen-Orient
Bruno COMMARMOND (LCL (A))
Tél 01.43.17.88.85



Maghreb, Égypte, Amérique latine
Arnaud de PAMPÉLONNE (LCL (T))
Tél 01.43.17.83.20



Asie, Levant
Michael LAKIN (LCL (T))
Tél 01.43.17.83.75



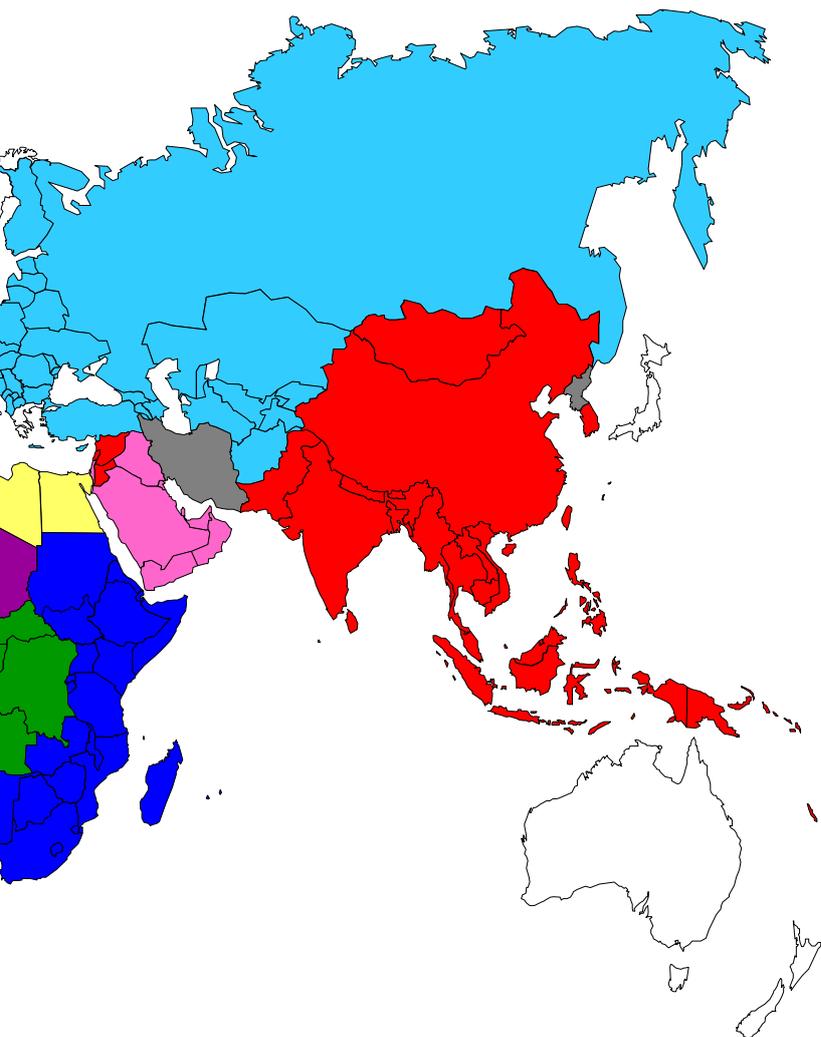
Europe, Asie centrale
François MESURE (LCL (A))
Tél 01.43.17.81.17



DIRECTION DE LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

Adresse postale : 37 quai d'Orsay - 75700 Paris SP 07
Adresse géographique : 20, avenue de Ségur - 75007 Paris

Site internet : www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense



MOYENS

<p>Sous-directeur Moyens (COL (T)) Tél 01.43.17.81.43</p>	
<p>Chargé de mission auprès du directeur Bureau Juridique et Finances Jean-Pierre EVEN (CRG (A)) Tél 01.43.17.97.80</p>	
<p>Bureau Personnel Eric JOSSET (LCL (T)) Tél 01.43.17.97.85</p>	
<p>Bureau Formation et Stages Laurent SAUVEE (LCL (T)) Tél 01.43.17.81.34</p>	
<p>Bureau Logistique Frédéric DEVERRE (LCL (T)) Tél 01.43.17.81.90</p>	

QUESTIONS MULTILATÉRALES ET SECTORIELLES

<p>Sous-directrice Questions Multilatérales et Sectorielles Laurence PAÏS Tél 01.43.17.82.91</p>	
<p>Sécurité intérieure* / Coopération technique Pascal AUGRAIN (CD (P)) Tél 01.43.17.68.11</p>	
<p>Sécurité intérieure / coopération technique Éric ABRAHAM (CDT (P)) Tél 01.43.17.68.20</p>	
<p>Gendarmerie** / EIFORCES / CPPJ Jean-Michel BLAUDEZ (LCL (G)) Tél 01.43.17.65.45</p>	
<p>Protection civile Bruno ULLIAC (LCL (SC)) Tél 01.43.17.54.59</p>	
<p>Soutien à la paix / EMP / Sécurité maritime Eric de BEAUREGARD (CRC2 (M)) Tél 01.43.17.61.11</p>	
<p>Partenariat UE-Afrique / Appui aux OR africaines Nora ZELAZLI (CF (M)) Tél 01.43.17.80.68</p>	

* Conseiller sécurité intérieure du directeur

** Conseiller gendarmerie du directeur